

1 F

Algérie, 1 04; Maroc, 1 04; Tunisie, 100 m.;
Adénage, 0 30; Lib. Arabes, 7 m.; Belgique,
8 fr.; Danemark, 2 50; Espagne, 1 25;
Espagne, 100 fr.; Grande-Bretagne, 14 fr.; Grèce,
10 fr.; Iran, 35 fr.; Italie, 100 fr.; Liban, 125 fr.;
Lithuanie, 8 fr.; Norvège, 2 50 fr.; Pays-Bas,
0 75 fr.; Portugal, 10 m.; Roumanie, 1 75 fr.; Suède,
0 50 fr.; U.S.A., 100 fr.; Turquie, 8 fr. 50.

Lait de 40 grammes page 12

5, RUE DES ITALIENS
75247 PARIS CEDEX 08
C.C.F. 4297-25 Paris
Téléf. Paris ne 65372
Tél. : 770-91-29

Message à l'Assemblée et au Sénat : des intentions libérales en général bien accueillies

Dans l'immédiat, M. Giscard d'Estaing a au moins rassuré les gaullistes en ce qui concerne la politique extérieure, réjouit les réformateurs déjà portés à l'euphorie et rassuré les députés qui redoutent des élections législatives anticipées, puisque, s'ils le veulent bien, c'est avec eux que le président de la République entend « conduire le changement ».

part la façon de la récente consultation présidentielle en proposant de revoir les conditions de présentation des candidatures. Il s'agit d'éviter la pléthore. Douze candidats pour une consultation présidentielle, c'est déjà beaucoup. Imaginez-en combien il y en aurait si tous les groupes désireux de se servir de ce trampoline avaient le loisir, avant une échéance normale, de recruter les cent parrains nécessaires. Sans compter que cela va même plus communément : chacun se ferait entendre dans un tel contexte.

Qui s'oppose enfin à l'abaissement de l'âge du droit de vote ? Apparemment il y a consensus, sinon sur l'âge à retenir, du moins sur le principe, et depuis longtemps. Mais, comme Georges Fauriol, le grand maître de la réforme, le Messmer, qui l'avait promise, n'a pas réalisé : cette fois l'engagement est pris, publiquement, par le président.

Cet ensemble de mesures, ainsi que la décision de ne plus livrer d'armes aux pays qui ne respectent pas le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, va au-devant des vœux d'une grande partie de la nouvelle majorité présidentielle et de l'opposition de gauche. Aussi bien celle-ci ne les récuse-t-elle pas. M. Giscard d'Estaing a tenu ses engagements, mais en commençant par les plus faciles et les plus aimables. Le plus dur reste à faire.

ANDRÉ LAURENS.
(Lire la suite page 6. 4^e col.)

devait offrir un champ plus large

devoir offrir un champ plus large à ses entreprises pour maintenir l'expansion, à ses consommateurs pour accroître leurs choix : jusqu'aux dislocations récentes c'était l'effet le plus réussi de l'union douanière. Singulière idée que d'avoir voulu la contrôler en prenant le parti de rétrécir les marges de change ! Sous les chocs extérieurs, chute et remontée du dollar, hausse vertigineuse du pétrole, les parités ont volé en éclats.

(Lire la suite page 4, 5^e col.)

les must^o de *Cartier*
Paris

Par ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG

la jurisdiction arbitrale.

En France, la loi-Union, le contrôle de constitutionnalité est ouvert aux simples particuliers. Mais ce contrôle s'exerce moins par voie d'action que par voie d'exception. On ne peut invoquer l'exception de constitutionnalité. La loi-Union ne prend pas officiellement l'intérêt ne prend pas l'intérêt. L'intéressé ne peut pas invoquer la loi. Il se borne à résister à son application sous un litige, déterminé, en arguant, en fait, de l'absence de constitutionnalité. Il s'agit, pour lui, d'une mesure.

Aujourd'hui, comme juge constitutionnel, le Conseil est fermé aux simples citoyens. Seule peut le saisir le chef de l'Etat, le premier ministre et les présidents des deux Chambres. Dès lors, si cela n'entraîne aucun d'eux, lui peut être votée qu'il viole les libertés constitutionnelles : le Conseil n'en connaît jamais.

Bref, ce contrôle de constitutionnalité est une véritable exception.

Ce contrôle de constitutionnalité n'est nullement réservé à la Cour suprême. Il appartient à toutes les cours américaines de justice, qu'il s'agisse des cours des Etats ou des juridictions fédérales. Mais les parties assistent souvent tous les degrés de juridiction. Et c'est évidemment, sur soi-même, la Cour suprême qui s'autocontrôle.

Non, à l'évidence.

AU JOUR LE JOUR

Dégagement

Engagement

Le XV de France commence à peine à se déchirer sur le terrain que déjà la marque s'ouvre par un 15 sévère en faveur des prize.

L'entraîneur Giscard d'Es-

Le Monde
paraîtra lundi
de la Pentecôte

Le supplément mensuel
 du « Monde de l'économie »
EUROPA
 sera publié mardi
 (« Le Monde » - date 5 juin)
 et non lundi

AU JOUR LE JOUR

Dégagement

Le XV de France commence à peine à se déchirer sur le terrain que déjà la marque s'ouvre par un 1,6 sévère en

L'entraîneur Giscard d'Estaing, malgré son expérience sportive de l'équipe de Chamalières, est plus familier du football que du rugby, où les handicaps sont plus difficiles à remonter quand l'équipe adverse passe à l'offensive.

ROBERT ESCARPIT.

EUROPE

Irlande du Nord

Les dirigeants «loyalistes» refusent toute «coopération» avec les catholiques dans un nouvel exécutif

De notre envoyé spécial

Belfast. — Bien que la vie quotidienne ait repris son cours normal à Belfast, la journée du jeudi 30 mai restera marquée d'une pierre noire. Il y a eu, en effet, une explosion dans un bar de la rue de la République, qui a tué deux personnes et en a blessé sept autres. L'explosion a été provoquée par un acte de sabotage commis par des membres du mouvement «loyaliste».

Le mouvement «loyaliste» est un mouvement extrémiste qui prône la séparation des deux communautés. Il a été fondé en 1968 et a depuis lors été impliqué dans de nombreuses violences.

Le mouvement «loyaliste» a été condamné par la Cour suprême de l'Irlande en 1972. Cependant, il continue d'exister et de mener des activités.

Le mouvement «loyaliste» a été condamné par la Cour suprême de l'Irlande en 1972. Cependant, il continue d'exister et de mener des activités.

Le mouvement «loyaliste» a été condamné par la Cour suprême de l'Irlande en 1972. Cependant, il continue d'exister et de mener des activités.

Le mouvement «loyaliste» a été condamné par la Cour suprême de l'Irlande en 1972. Cependant, il continue d'exister et de mener des activités.

Le mouvement «loyaliste» a été condamné par la Cour suprême de l'Irlande en 1972. Cependant, il continue d'exister et de mener des activités.

Le mouvement «loyaliste» a été condamné par la Cour suprême de l'Irlande en 1972. Cependant, il continue d'exister et de mener des activités.

Le mouvement «loyaliste» a été condamné par la Cour suprême de l'Irlande en 1972. Cependant, il continue d'exister et de mener des activités.

Le mouvement «loyaliste» a été condamné par la Cour suprême de l'Irlande en 1972. Cependant, il continue d'exister et de mener des activités.

Le mouvement «loyaliste» a été condamné par la Cour suprême de l'Irlande en 1972. Cependant, il continue d'exister et de mener des activités.

Le mouvement «loyaliste» a été condamné par la Cour suprême de l'Irlande en 1972. Cependant, il continue d'exister et de mener des activités.

DIPLOMATIE

LE VOYAGE DU CHANCELIER

ALLEMAGNE PUISSANTE ET SOLITAIRE

L'Allemagne n'est pas un pays isolé, mais elle est un pays qui se fait de plus en plus isolé. Elle est devenue une puissance mondiale, mais elle est devenue une puissance solitaire.

Le contraste entre l'Allemagne et les autres pays européens est de plus en plus marqué. L'Allemagne est devenue une puissance mondiale, mais elle est devenue une puissance solitaire.

Le contraste entre l'Allemagne et les autres pays européens est de plus en plus marqué. L'Allemagne est devenue une puissance mondiale, mais elle est devenue une puissance solitaire.

Le contraste entre l'Allemagne et les autres pays européens est de plus en plus marqué. L'Allemagne est devenue une puissance mondiale, mais elle est devenue une puissance solitaire.

Le contraste entre l'Allemagne et les autres pays européens est de plus en plus marqué. L'Allemagne est devenue une puissance mondiale, mais elle est devenue une puissance solitaire.

Le contraste entre l'Allemagne et les autres pays européens est de plus en plus marqué. L'Allemagne est devenue une puissance mondiale, mais elle est devenue une puissance solitaire.

Le contraste entre l'Allemagne et les autres pays européens est de plus en plus marqué. L'Allemagne est devenue une puissance mondiale, mais elle est devenue une puissance solitaire.

L'Allemagne n'est pas un pays isolé, mais elle est un pays qui se fait de plus en plus isolé. Elle est devenue une puissance mondiale, mais elle est devenue une puissance solitaire.

Le contraste entre l'Allemagne et les autres pays européens est de plus en plus marqué. L'Allemagne est devenue une puissance mondiale, mais elle est devenue une puissance solitaire.

Le contraste entre l'Allemagne et les autres pays européens est de plus en plus marqué. L'Allemagne est devenue une puissance mondiale, mais elle est devenue une puissance solitaire.

Le contraste entre l'Allemagne et les autres pays européens est de plus en plus marqué. L'Allemagne est devenue une puissance mondiale, mais elle est devenue une puissance solitaire.

Le contraste entre l'Allemagne et les autres pays européens est de plus en plus marqué. L'Allemagne est devenue une puissance mondiale, mais elle est devenue une puissance solitaire.

Le contraste entre l'Allemagne et les autres pays européens est de plus en plus marqué. L'Allemagne est devenue une puissance mondiale, mais elle est devenue une puissance solitaire.

Le contraste entre l'Allemagne et les autres pays européens est de plus en plus marqué. L'Allemagne est devenue une puissance mondiale, mais elle est devenue une puissance solitaire.

L'Allemagne n'est pas un pays isolé, mais elle est un pays qui se fait de plus en plus isolé. Elle est devenue une puissance mondiale, mais elle est devenue une puissance solitaire.

Le contraste entre l'Allemagne et les autres pays européens est de plus en plus marqué. L'Allemagne est devenue une puissance mondiale, mais elle est devenue une puissance solitaire.

Le contraste entre l'Allemagne et les autres pays européens est de plus en plus marqué. L'Allemagne est devenue une puissance mondiale, mais elle est devenue une puissance solitaire.

Le contraste entre l'Allemagne et les autres pays européens est de plus en plus marqué. L'Allemagne est devenue une puissance mondiale, mais elle est devenue une puissance solitaire.

Le contraste entre l'Allemagne et les autres pays européens est de plus en plus marqué. L'Allemagne est devenue une puissance mondiale, mais elle est devenue une puissance solitaire.

Le contraste entre l'Allemagne et les autres pays européens est de plus en plus marqué. L'Allemagne est devenue une puissance mondiale, mais elle est devenue une puissance solitaire.

Le contraste entre l'Allemagne et les autres pays européens est de plus en plus marqué. L'Allemagne est devenue une puissance mondiale, mais elle est devenue une puissance solitaire.

Portugal

Fin de plusieurs mouvements de grève

Lisbonne (A.F.P.). — La situation sociale de Lisbonne a été apaisée après la fin de plusieurs mouvements de grève.

La situation sociale de Lisbonne a été apaisée après la fin de plusieurs mouvements de grève.

La situation sociale de Lisbonne a été apaisée après la fin de plusieurs mouvements de grève.

La situation sociale de Lisbonne a été apaisée après la fin de plusieurs mouvements de grève.

Portugal

Fin de plusieurs mouvements de grève

Lisbonne (A.F.P.). — La situation sociale de Lisbonne a été apaisée après la fin de plusieurs mouvements de grève.

La situation sociale de Lisbonne a été apaisée après la fin de plusieurs mouvements de grève.

La situation sociale de Lisbonne a été apaisée après la fin de plusieurs mouvements de grève.

La situation sociale de Lisbonne a été apaisée après la fin de plusieurs mouvements de grève.

Portugal

Fin de plusieurs mouvements de grève

Lisbonne (A.F.P.). — La situation sociale de Lisbonne a été apaisée après la fin de plusieurs mouvements de grève.

La situation sociale de Lisbonne a été apaisée après la fin de plusieurs mouvements de grève.

La situation sociale de Lisbonne a été apaisée après la fin de plusieurs mouvements de grève.

La situation sociale de Lisbonne a été apaisée après la fin de plusieurs mouvements de grève.

Portugal

Fin de plusieurs mouvements de grève

Lisbonne (A.F.P.). — La situation sociale de Lisbonne a été apaisée après la fin de plusieurs mouvements de grève.

La situation sociale de Lisbonne a été apaisée après la fin de plusieurs mouvements de grève.

La situation sociale de Lisbonne a été apaisée après la fin de plusieurs mouvements de grève.

La situation sociale de Lisbonne a été apaisée après la fin de plusieurs mouvements de grève.

Portugal

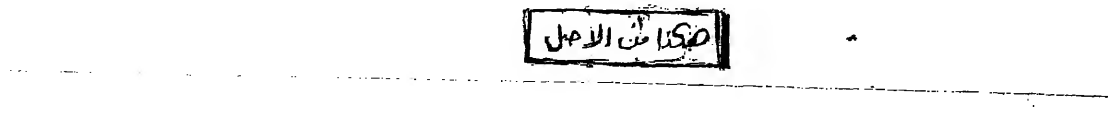
Fin de plusieurs mouvements de grève

Lisbonne (A.F.P.). — La situation sociale de Lisbonne a été apaisée après la fin de plusieurs mouvements de grève.

La situation sociale de Lisbonne a été apaisée après la fin de plusieurs mouvements de grève.

La situation sociale de Lisbonne a été apaisée après la fin de plusieurs mouvements de grève.

La situation sociale de Lisbonne a été apaisée après la fin de plusieurs mouvements de grève.



DIPLOMATIE

FÉDÉRAL DANS LA CAPITALE FRANÇAISE

POINT DE VUE

Pour une relance franco-allemande de l'Europe

Par KARL KAISER (*)

C'EST de Bonn ou de Paris que dépend l'avenir de la Communauté, des sociétés qui se sont développées en son sein et de l'Europe en général. Lorsque de Gaulle et Adenauer se rencontrèrent pour la première fois, il s'agissait de savoir comment la Communauté pourrait continuer : l'objet de la première rencontre entre le président Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt sera d'examiner si cette Communauté peut continuer d'exister. C'est peut-être sa dernière chance.

La crise de l'énergie et des matières premières a conduit à un mépris effrayant de la solidarité communautaire : cette attitude est en train de donner le coup de grâce à la Communauté. Les problèmes catastrophiques de balance des paiements, posés par les augmentations de prix, ont entraîné l'Italie et le Danemark à se retirer les premiers de l'Union douanière de la France, dont la balance des paiements accusa en 1974 un déficit de 30 milliards de francs, devant entraîner cet exemple, c'en serait fini de la Communauté. Le danger du protectionnisme menace aujourd'hui comme à la fin des années 30.

Pour la France, la République fédérale et les membres de la Communauté, qui tous dépendent pour leur survie économique de commerce extérieur, cela signifiait le chômage, la fin du progrès social et des réformes nécessaires. Il en allait de même si l'inflation, qui a déjà commencé à détruire la lecture de nos sociétés et de nos démocraties, ne parvenait pas à être contrôlée. Avec le fin ou la stagnation persistante de la Communauté euro-

plément, c'est la base de l'ordre international créé pour l'Europe occidentale et les relations euro-américaines qui serait ébranlée ; il serait difficile, dans ces conditions, que la sécurité et le dialogue soient encore possibles.

Si tel grand temps que Bonn et Paris balisent les divergences et les malentendus qui les séparent, la politique centrale est la disposition de chacun à l'inspiration et au renforcement de la Communauté. Il y a eu jusqu'à maintenant dans la politique française, qui prime d'un côté une totale indépendance nationale et de l'autre échec l'Europe à jouer un rôle international, une contradiction que la partie allemande n'a jamais comprise. Si la Communauté parvient à être sauvée, et si elle doit exercer un rôle véritable dans la politique internationale, elle aura besoin d'une véritable autorité pour disposer d'un processus de décision efficace.

Une véritable indépendance nationale continue, au regard des problèmes économiques actuels, une telle aide pour aller à la ruine : cela vaut pour la France comme pour la République fédérale, même si pour cette dernière le processus devait durer un peu plus longtemps. Il ne s'agit pas de créer une contradiction d'un seul coup, mais, en agissant de façon pragmatique, de doter la Communauté d'une autorité en tant que groupe, de commencer par de petits pas, de mettre en vigueur le principe de la majorité ou conseil des ministres et de renforcer les institutions européennes.

L'énergie, en particulier les moyens de substitution.

Une proposition française pour l'organisation des relations entre les États-Unis et la Communauté : partant de l'idée fondamentale selon laquelle des différences d'opinions et d'intérêts entre les États-Unis et l'Europe sont naturelles et inévitables, mais que, d'un autre côté, les intérêts communs prédominent, elle devrait suggérer le maximum de consultations entre les deux parties, d'une façon pragmatique, sous la forme de rencontres régulières des dirigeants politiques, par l'intermédiaire du président du conseil des ministres et du secrétaire politique commun.

Les gouvernements français et allemand ne devraient pas hésiter à prendre en commun une initiative et un rôle de commandement en Europe. Aucune aide n'est à espérer d'un autre côté. Le reste de l'Europe attend de la France et de République fédérale une relance européenne. Si elle faisait défaut, les conséquences en seraient fatales.

(*) Directeur de l'Institut de recherches de la société allemande de politique étrangère à Bonn.

Les messages de remerciements du président de la République

M. Valéry Giscard d'Estaing a adressé plusieurs messages de remerciements en réponse aux félicitations qui lui sont parvenues du monde entier.

A travers le monde

Thaïlande

LE ROI A APPROUVÉ LE VENDREDI 31 MAI la liste du nouveau gouvernement de M. Banja.

Venezuela

LE CONGRES NATIONAL VENEZUELAIS A accordé au président Carlos Andrés Pérez le 30 mai des pouvoirs extraordinaires pour l'adoption de mesures d'urgence économiques et financières.

Vietnam du Sud

LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE provisoire du Vietnam du Sud et le Vietnam du Nord ont mis fin le jeudi 30 mai à leur participation aux travaux de l'équipe militaire mixte quadripartite chargée de la recherche des disparus en Indochine.

La querelle de l'atlantisme

La République fédérale, dont le territoire est bordé par les pays du pacte de Varsovie, et qui a la charge du problème de Berlin, a pu pour soulever tout particulier, selon sa nature, d'établir avec les États-Unis des relations qui fonctionnent. Elle a été l'unique gouvernement européen à fournir une contribution financière en vue de maintenir la présence américaine, laquelle sert à maintenir la sécurité européenne. C'est le raison pour laquelle la France, qui peut s'en remettre à la République fédérale et aux États-Unis de la sécurité des frontières à l'Est, a souvent tenu Bonn d'« atlantisme » et de comportement contraire aux intérêts de l'Europe occidentale.

Il convient ici de ne pas passionner le débat et de revenir au cœur du problème : les deux gouvernements sont fondamentalement d'accord pour estimer que le maintien de la sécurité européenne nécessite l'engagement et la présence des troupes américaines, sans que cela entraîne pour autant, une subordination de l'Europe, surtout si celle-ci se renforce en tant qu'entité.

Du côté français, on a, à plusieurs reprises, exprimé le crainte, — par exemple, l'ancien premier ministre, M. Chirac — qu'une Allemagne, sans cesse plus puissante frappe un jour l'Europe par adoption d'un cours neutrale. Bien que la majorité qui gouverne à Bonn ne partage pas cette crainte, les forces politiques de la République fédérale ne comprennent pas pourquoi la France n'en tire pas la conséquence logique et ne soutient pas les républicains qui tiennent la République fédérale à l'Ouest ; par exemple, en contribuant à créer une vraie communauté et une structure européenne de défense à l'intérieur de l'Otan, qui serait renforcée par la présence de la France.

Une série de divergences politico-

économiques du passé ont perdu, entre-temps, une partie de leur acuité et de leur importance. Cela vaut assurément pour la politique agricole de la Communauté et peut-être aussi pour les applications relatives du problème de la stabilité financière et de l'emploi. Les deux gouvernements savent maintenant que l'actuelle divergence finit par être blâmer le plein emploi.

L'Europe pourra seulement être assurée si les bonnes dispositions allemandes en vue d'utiliser ses propres ressources économiques et financières pour le bien de la Communauté rencontrent du côté français de bonnes dispositions pour doter celle-ci de vraies compétences et introduire dans sa propre politique économique et économique les engagements correspondants.

Le chancelier a déclaré — dans l'hebdomadaire Die Zeit et dans une conférence — que seule l'économie d'un projet politique au sein de la Communauté, et 2) que les autres membres accomplissant sur le plan intérieur les efforts nécessaires pour surmonter la crise. A son avis, le bien-être des membres ne doit pas dépendre d'une Communauté incapable d'agir. Et les réserves allemandes ne doivent pas être utilisées sans conditions pour colmater les « mémoires » anglaises et italiennes.

Un sacrifice allemand n'aurait en fait pas de sens s'il ne servait à repousser de six mois la ruine financière définitive des autres pays membres de la Communauté. Du point de vue allemand, il ne vaut la peine d'intervenir que si, avec l'aide de la France, la Communauté peut être mise de nouveau en état d'agir. Des pas pour mettre en vigueur la politique de la majorité y contribueraient, de même que de termes engagements en vue d'une politique de stabilité.

Une coalition de la raison

Une coalition franco-allemande de la raison doit maintenant entreprendre une relance européenne. Le but commun est conservé, mais les objectifs de l'action politique doivent être ramenés à ce qui est réaliste et possible. Il faut mettre fin aux grandes déclarations embrouillées et aux querelles dogmatiques. Une relance pourrait comporter les points suivants :

1) Un « pacte » franco-allemand en


vue de relancer la Communauté ; il comporterait un accord sur certains principes d'une politique économique de stabilité à l'intérieur et certaines fonctions de la Communauté en politique étrangère, sur la création d'un « pool » des ressources et la détermination de la Communauté de vrais pouvoirs en vue de réaliser cette politique à l'intérieur comme à l'extérieur. Une politique monétaire coordonnée nécessite simultanément la coordination de certains éléments de la politique financière et économique.

2) Une impulsion politique qui comprendrait trois éléments : la création d'un secrétariat politique des Neuf, l'établissement de son travail avec celui de la Commission de Bruxelles et des rencontres régulières des chefs d'État et de gouvernement en plus de celles des ministres des affaires étrangères. On pourrait à ce sujet reprendre d'anciennes propositions françaises et des éléments du plan Fouchet.

3) Une impulsion en matière de sécurité renforçant la composante européenne de la politique de

EXCEPTIONNELLEMENT PARUTION SAMEDI 1^{er} JUIN

SURPRISE DE GISCARD



... Dans ce numéro, tout sur le plan du nouveau gouvernement.

LE CENTRE DE PSYCHOLOGIE EXPERIMENTELLE TRIBU

Groupe GUYERAND - Roland GUYERAND - 15-16 juin 1974

UN GROUPE DE BIO-ENERGETIQUE

soient par Georges GUYERAND

des tests comparés et interprétés expérimentalement.

20000 PARIS - Tél : 87-75-10.

M. JACQUES FOCCART OU LE PARFUM DE L'OMBRE

assez petit, assez chauve, assez
poulu, le visage plein et rond,
un peu de soie au cou, mais classé,
comme M. Jacques Poccart pour-
rait fort ressembler à un de ces
patrons d'entreprises moyennes
ayant réalisé une honorable for-
tune dans l'import-export, s'il ne
paraissait trouvé démobilité comme
un argent en juin 1940, à vingt-sept
ans, et déceuvré malgré un
diplôme de l'École des hautes
études commerciales. Il se tait
dans la Résistance; s'y
adonne aux opérations de para-
moutage, aux missions de rensei-
gnement, qui devaient naturel-
lement le conduire jusqu'au
bureau central de renseignement
d'action, le service secret de la

M. Jacques Soustelle, son ancien patron du B.C.R.A., d'être élu. Le général en charge d'organiser le R.P.F. dans l'Ouest, dans le Nord et aux Antilles, où son père avait été élu conseiller général de la Guadeloupe avant la guerre.

Sa progression dans les instances gaullistes le conduira jusqu'au poste de secrétaire général du R.P.F., où il succèdera en 1962 à M. Louis Terrenoire, pour présider à la liquidation décidée par de Gaulle de son mouvement.

Mais, dans le parti, il avait aussi été chargé des questions d'outre-mer et nommé conseiller de l'Union française (R.P.F.) en 1962. Mais il demeure avec quelques autres (MM. Debré, Gu

l'Afrique lui valent, dès 1958, un poste de conseiller technique au près du général à l'Hôtel Matignon puis à l'Élysée, avant de succéder, en 1960, à M. Raymond Janot au poste de secrétaire général de la Communauté, et, par la suite, l'année suivante, le titre plus prestigieux et plus précis de secrétaire général à la présidence de la République pour la Communauté et les affaires africaines et malgaches. Il le conserva jusqu'en janvier 1974, mais, en 1980 — après en avoir été écarté par M. Poher pendant son intérim élyséen, — M. Pompidou lui retourna la référence « à la présidence de la République ».

Il y avait d'abord les nouveaux ministres. Le premier arrivé fut M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, chargé des réformes, qui pénétra dans l'hémicycle peu avant 16 heures. L'assili pendant quelques instants à son ancien banc de député puis gagna les places réservées au gouvernement. Il y fut rejoint par MM. Jacques Chirac, premier ministre; Michel Pomatozski, ministre de l'intérieur; Michel Durafour, ministre du travail.

L'ampleur du changement ne fut pourtant pas illustrée uniquement par la présence de ces nouveaux responsables. Elle se manifesta tout autant par le bouleversement apporté au rituel de la lecture d'un message présidentiel. Bouleversement ? Le mot n'est pas trop fort. Qu'on en juge : traditionnellement un message est écouté debout par les députés. Mais, ce jeudi, M. Edgar Faure fit savoir que le chef de l'Etat avait souhaité que l'Assemblée demeure assise. Le majorité des par-

(Suite de la première page.)

sition de gauche, qui a repris, sous forme de propositions de loi, la plupart de ses propositions électorales dans le domaine économique et social. Jusqu'à preuve du contraire, c'est avec l'actuel ministre de l'Économie, M. Cliquet, que M. Clécirac d'Estaing veut conduire le changement sans risque. Le président ne semble donc pas prévoir d'élection présidentielle sous la condition qu'on le suive. Sinon, il faudra trancher une nouvelle fois dans le vif, et courir les risques d'éventuels changements.

La majorité sénatoriale se compose de 100 sénateurs, dont 75 élus par les départements, les colonies et la France étrangère, et 25 élus par le corps électoral des notables.

● M. Jacques Chirac, premier ministre, a reçu vendredi 11 mai M. Maxe Simond Vell, ministre de la santé, puis M. Claude Lelièvre, ministre de l'Énergie, à l'Assemblée nationale. Dans l'après-midi, il devait rencontrer M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Économie et des finances, puis avec M. Georges Pompidou, ministre de l'Intérieur. L'emploi et de la population dans

● La commission des lois de l'Assemblée a adopté jeudi 30 mai une proposition de résolution — sur la base d'un rapport de M. M.M. Boudet et Duranton — créant d'urgence une commission de contrôle sur la gestion des dépenses des ministères, des administrations, des collectivités locales, des organismes publics, des associations, mis à la disposition des membres du gouvernement, ministères concernés, des commissions parlementaires nationales afin de déterminer les économies qui pourraient être réalisées.

M. Pierre-Roger Gausson, député de Saint-Etienne, appartenant à l'Union pour la Démocratie Française, président d'université à la session de 1976, a été élu à la présidence de l'Assemblée nationale. Il n'est pas le seul président à avoir exercé la présidence de l'Assemblée nationale. Le président Jacques M. Jean-Claude Champy, président de l'université de Saint-Etienne, a été élu à la présidence de l'Assemblée nationale à la session législative de 1978 sous la présidence de M. René Haby. M. Jean-Claude Champy a été élu à la présidence de l'Assemblée nationale à la session législative de 1978 sous la présidence de M. René Haby. M. Jean-Claude Champy a été élu à la présidence de l'Assemblée nationale à la session législative de 1978 sous la présidence de M. René Haby. M. Jean-Claude Champy a été élu à la présidence de l'Assemblée nationale à la session législative de 1978 sous la présidence de M. René Haby.

Site) _____

La coopération franco-africaine sous le régime gaulliste

le délégué du général, qui était dans ce secteur réservé n'aurait pas suffi — pour vastes qu'elle furent — à lui assurer la notoriété qui lui la sienne et dont il a pu souffrir que profitât. C'est qu'il y a si bien vite que M. Jacques Foccart était un des rares confidentes du général de Gaulle — à même un temps occupé à l'Elysée un bureau proche du sien avant d'émigrer dans un hôtel particulier du 2, rue de l'Élysée.

Il était à ce titre chargé de transmettre à toutes les organisations gaullistes les ordres ou directives du général. Il approuvait d'ailleurs toujours au comité central et au bureau exécutif de l'U.D.R. Il devait donc participer à toutes les réunions des instances

L'ambiance des réseaux de la V^e République se prolonge généralement plus pacifique. Voire ! Car dans le même temps où le nouveau régime d'était pas encore solidement assis, les menaces à l'encontre du général de Gaulle et de son régime étaient nombreuses, et surtout contre la personne du général de Gaulle. Et ces menaces aussi naturellement, mais toujours aussi officieusement, par les services officiels. Pour cette raison, Ponsard était chargé de cette mission particulière. Pourquoi il lui a bien fallu avoir des relations, non des contacts, mais exercer même son autorité sur les services officiels, chargés de la protection, du renseignement, de l'espionnage et, pour être sûr d'eux, organiser ou sous leur contrôle les opérations de police, les patrouilles, les recherches, en un mot les renseignements.

Dans ses réponses aux mes-

Devenu lui-même un mythe, M. Jacques Foccart avait été accusé, lorsque M. Fohrer a succédé au général de Gaulle, d'avoir placé à l'Élysée dans les commodités anciennes tout un matériel d'enregistrement, et M. Mardigny justifie que les ministres ne puissent être créés minuscules devant lui. C'est en réalité devant l'ombre portée de général qu'ils bronchaient. Ainsi, le vendredi 12 septembre, le message d'avoir été pendant plus de quinze ans un interprète discret et dévoué mais fidèle et efficace.

ANDRÉ PASSERON.

M. HUBERT DUBOIS

chef du cabinet
de M. Abelin

Le cabinet de M. Pierre Abelin, nouveau ministre de la coopération, sera dirigé par M. Hubert Duhaud, conseiller des affaires étrangères.

[Né le 23 mai 1921, M. Hubert Duhaud, a appartenu aux services de renseignements de l'Etat, puis secrétaire à l'Etat jusqu'en 1958. Il entre alors à l'administration centrale du ministère des affaires étrangères au cabinet de M. Georges Bidault, puis de M. René Pleign, des 1959-1962, puis chef de cabinet jusqu'en 1963, ministre du Commerce extérieur de 1963 à 1967, conseiller à Washington, puis président du Comité d'Etat chargé des fonctions de vizir français en Jordanie de 1967 à 1972 avant de rejoindre la direction africaine, et de 1972 à 1973, directeur adjoint du S.S.I. d'Algérie, et de novembre 1972, directeur adjoint grand la direction du cabinet de M. Jean Lecanier, puis directeur d'Etat chargé de la coopération.]

et d'organiser Malais en France appellent à participer à la

isants mobiliers à l'extérieur n'ont pas le droit de vote.

Samedi 1^{er} juin, à 15 heures
Maison du Maroc, 1, bd Jourdan, Paris (14^e)

INSTRUCTION D'HOTEL A SAINT-DENIS

AGREMENT DES ENTREPRISES

l'élaboration d'un hôtel de classe internationale de 154 chambres-de-la-REUNION.

<p>appelés à participer à la possibilité de sous-traiter pour un ou plusieurs lots de travaux ou de fournitures :</p>	
<p>Lot n° 4. Fournitures spéciales.</p> <p>1. Denrées et réserves sementales, fournitures, gros œuvre, V.D.D.</p> <p>2. Matériaux, protections.</p> <p>3. Mécanisme et vitrerie extérieure.</p> <p>4. Menuiserie intérieure.</p> <p>5. Servitudes.</p> <p>6. Revêtements et carrelage.</p> <p>7. Faux plafonds.</p> <p>8. Plancher.</p>	<p>9. Vitrerie et menuiserie intérieure.</p> <p>10. Menuiserie aluminium.</p> <p>11. Electrofit.</p> <p>12. Groupes électrogènes.</p> <p>13. Courants d'air.</p> <p>14. Ascenseurs.</p> <p>15. Conditionnement.</p> <p>16. Cuisine et chambres froides.</p> <p>17. Menuiserie.</p>

Les entreprises en faillite/désastre devraient être, après avoir été reconnues comme faillites/désastres par le Commissariat à la Santé, l'Environnement et le Patrimoine, transférées à la Société McGill/IDM, à rue Théodore-de-Berville 1419, (avant), en vue de :

- a) la déclaration d'octroi de sourdine/sonnerie. Prouver la ou les raisons de l'octroi de sourdine;
- b) l'usage des procédures utilisant les moyens de personnel (étende et changer), matériels et financiers, et des références de l'entreprise, afin de ne pas compromettre la réputation de la société, de l'industrie ou de B.E.T. pour des travaux analogues effectués au cours de la période de faillite/désastre;
- c) la déclaration de la Sécurité Sociale attestant que le paiement des cotisations a été effectué, ainsi que d'une attestation identique de la caisse des congés payés.

Les candidats seront évalués indépendamment par lettre de leur administration, en fonction de la pertinence de la réponse et de la pertinence des questions d'après celles et de la date limite de remise des soumissions.

REGARDS
SUR
L'ACTUALITE

L'OSERVATION ATTENTIVE DE LA VIE
POLYURPHE EN PROGRESSE A SU DISPO-
SITION UN NOUVEAU MÉCANISME CRITÉ PAR LA
DOCUMENTATION FRANÇAISE.

" REAGIR SUR L'ACTUALITÉ " :
PRÉSENTATION DES ARTICLES DE PENSÉE RÉGÉNÉ-
RÉS EN VÉRITÉS, CRISTALLISÉS SUR
DES ÉVALUÉS DIVERSES, SUR DES NOTES
RAPIDES SUR L'ACTUALITÉ. LE TOUT COMPLÉTÉ
PAR UNE CHRONOLOGIE DE LA VIE POLYURPHE
ET LA RELATION DES CONSEILS DES MINISTRES.
C'EST-À-DIRE LE PREMIER JOURNALE
DE CETTE PUBLICATION, UN LÉGENDE
DE LA MORT EN PRÉSENT, POUVOIR
UN TAILLAGE DE L'ACTUALITÉ DE LA PERIODE
PREMIÈRE 1960 : C'EST AINSI EN LECTURE
DE FAIBLE LE POINT SUR LA SITUATION
AN SEUL EN NOUVEAU SEPTEMBRE

" REAGIR SUR L'ACTUALITÉ " :
EST UNE EN VENTE MARS DES MOUVES
LITTÉRAIRES, DES PHÉNOMÈNES ÉCONOMIQUES ET
A LA LITTÉRATURE DE LA DOCUMENTATION FRAN-

“ REGARDS SUR L'ACTUALITÉ ”
 PEUT ÊTRE COMPARÉ PAR CORRESPONDANCE
 ET LES ADOPTIONS SOUSCRITS DIRECTEMENT
 OU PAR LES LIBRAIRIES SPÉCIALISÉES.
 CHAQUE NUMÉRO 7 F, 16 NUMÉROS PAR AN
 63 F.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
 ÉDITIONS - LIBRAIRIE
 29-31, RUE VOLTAIRE 75048 PARIS CEXX 47

صلى الله عليه وسلم

POLITIQUE

M. Giscard d'Estaing n'avait d'ailleurs pas de chance : après avoir eu le message, M. Edgar Faure signala la présence dans les tribunes d'une délégation de parlementaires de Mongolie. Majorité et opposition applaudirent vigoureusement, et plusieurs députés U.D.R. mettaient visiblement plus d'enthousiasme à saluer leurs collègues étrangers qu'à appuyer les propos du chef de l'Etat. Ce jour-là, la Mongolie faisait davantage recette que l'Elysée !

MICHEL SCHIFFERS

« LA FRANCE VEUT DEVENIR AUTRE »

l'autre par la dignité de son sacrifice.

Égalité des revenus très forte en France

Il leur réduira l'écart entre les revenus des citoyens, pour bâtir une France « plus égale », a affirmé le ministre de l'Intérieur, en reliant sa promesse de campagne électorale. Il y a, en effet, fort à faire, la France étant le pays où l'écart de revenus est le plus élevé, l'un de ceux — pour ne pas dire celui — où les inégalités des revenus sont les plus fortes.

Elles sont d'ailleurs mal con-

de l'imprécision
sur les revenus
de le ministère
des finances,

— du côté des contribuables, le revenu moyen, 19 % du revenu des professions indépendantes et 10 % du revenu des salariés, soit un total de 14 %, contre seulement 5 % au 6^e de celui des employés ou des cadres moyens et 3 % du salaire moyen des ouvriers et des statistiques, janvier 1974. En revanche, le T.V.A. a eu un effet inverse, puisqu'il a frappé de plein fouet les salariés, réduisant de 10 % le revenu des catégories à mesure que les ressources s'élevaient : la fraction qui va de 1 à 2 millions de francs annuels, par exemple, perd 10 %, tandis que les revenus supérieurs à 2 millions perdent 20 %, etc. (voir les statistiques officielles les plus récentes sur le revenu fiscal, le revenu net et le revenu disponible, le revenu net cumulé de ces deux types d'imôts et des cotisations sociales portant sur un montant annuel de 1 million, 2 millions, 3 millions, etc., et maintenant à peu près quelle

commune de participation. De même, il faut servir la nation dans sa grandeur, les premiers de la République.

« Une réserve attentive »

d'été de gauche, origineli que
 couse pas en l'ol « savonne »,
 et se ressalt à « servir d'alibi »
 au T.M. Mais le T.M. ne
 negor (P.S.) prédisait : « Ce
 que nous attendons, ce sont des
 actions de solidarité économique
 gouvernementale. » Quant à
 M. Chevènement (P.S.), il rap-
 portait : « Les socialistes fran-
 çais ont tenté de proposer
 dans une trentaine de propo-
 sitions de loi, les promesses éle-
 ctorales du programme de
 l'Extrême. La droite s'est démo-
 nstré sans camp. »

M. Paul Larumie, membre du
 conseil régional de la région
 occidentale de la P.C., disait avo-
 quer quelle peine à saisir dans
 cette série de « petits trucs »
 le grandeur du dessein prié-
 rétaire. « Quelque chose qui
 fait le message d'une médiocrité
 rare, d'une banalité sans pré-
 sence, d'une vide littérasse. »

M. Georges Marchais, secrétaire
 général du P.C., avait dit : « Ça
 adhérait. » On répondit le ques-
 tion d'un lien du vendredi aux
 querelles d'actualité. « Pour
 nous, ça n'a pas changé. Ça
 faut s'occuper de choses plus
 importantes, comme, par exem-
 ple, le budget des prix, le chô-
 mage, les conditions de tra-
 vail. »

M. Brez, nous attendons de France
 messager socialistes. Les Français
 ne peuvent pas renouveller le
 message. En tout cas, pas dans le
 tout court resté sans durant le
 lecture du message du président de
 la République.

M. Mitterrand ne disait rien. T. F.

VERS HIE

١٠٠

POLITIQUE

Vers une Cour suprême ?

(Suite de la première page.)
En France, le programme commun de la gauche préconise une solution voisine. Il propose d'instituer une Cour suprême qui « sera saisie par toute juridiction judiciaire ou administrative des exceptions d'inconstitutionnalité que les justiciables pourront soulever à l'encontre des dispositions législatives et réglementaires qu'ils estimeront contraires aux libertés garanties par les articles 7 et 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et par le préambule de la Constitution ».

En ce cas, les tribunaux ordinaires ne pourraient étater eux-mêmes sur les exceptions d'inconstitutionnalité élevées devant eux, mais l'instance engagée serait suspendue en attendant que la Cour suprême se prononce sur ces exceptions.
La seconde solution — envisagée par M. Giscard d'Estaing — serait la reconnaissance d'un « droit de saisine d'office » au bénéfice du Conseil constitutionnel. Ainsi, celui-ci pourrait se saisir de lui-même de telle ou telle irrégularité. L'idée est originale. Car cette irrégularité n'existe qu'à l'étranger. Notamment, aux États-Unis, on ignore ce système. Cette innovation permettrait, en tout cas, d'augmenter les occasions de contrôle. Mais un inconvénient important subsiste. Le Conseil demeurerait fermé aux simples ci-

toyens. Ceux-ci devraient continuer de s'en remettre à la vigilance d'autrui : celle des quatre dignitaires élus plus haut et celle, demain, des neuf juges constitutionnels.

Le gouvernement ne devrait-il pas s'inspirer plutôt de deux propositions de loi constitutionnelle instituant une Cour suprême et déposées l'une par les républicains indépendants en 1972, l'autre par le groupe des réformateurs en 1973 ? La seconde prévoit que « tout citoyen peut saisir la Cour suprême d'une action en inconstitutionnalité des lois » ; la première, signée notamment de M. Abelin, précise : « En cas d'attaque aux libertés fondamentales visées par la Constitution et par son préambule, la Cour suprême peut être saisie par une requête motivée émanant de toute personne physique ou morale, publique ou privée, s'il n'existe aucune voie de recours devant une juridiction quelconque. » Dans cette voie, il faudrait aussi modifier le détail de saisi, pour que celle-ci puisse s'exercer non seulement avant mais aussi après la promulgation de la loi.

« No man's land »

Enfin, la compétence même du Conseil constitutionnel reste, elle aussi, trop étroite. Aux États-Unis, la Cour suprême contrôle non seulement le législatif, mais aussi l'exécutif. Ici, en revanche, le Conseil est essentiellement le censeur du Parlement. Il n'a pas juridiction sur les actes du président de la République et du ministre, même sur ceux d'entre eux qui échappent au contrôle du Conseil d'État par le biais des « actes de gouvernement », tracés au référendum, mise en application de l'article 16, connexité ou non-connexité du Parlement en session extraordinaire, etc.).

Pour passer la vie publique, il serait essentiel de reconnaître au Conseil constitutionnel le droit de contrôler la régularité juridique de ces décisions exceptionnelles qui échappent aussi à la connaissance du juge administratif, et qui se trouvent, actuellement dans un « no man's land » du contrôle de constitutionnalité.

La réforme du conseil constitutionnel est donc une entreprise capitale, et urgente. Elle s'ajoute aux autres révisions envisageables. En matière constitutionnelle (réduction

du septennat, suppression ou modification du régime des incompatibilités entre fonctions ministérielles et mandats parlementaires, orientation vers un vrai régime présidentiel d'équilibre). Comme en matière législative (établissement de la majorité civile et électorale, réforme du mode de scrutin, réglementation et financement public des dépenses électorales, réforme du statut du médiateur, etc.).

La liste des secrétaires d'État n'est pas encore arrêtée. Il serait donc opportun d'instituer un secrétariat d'État aux réformes constitutionnelles et aux libertés publiques. Cette création aurait la valeur d'un symbole. Par sa nomination, par son action, ce département aurait une mission exemplaire : changer la vie publique. Car le qualité de la vie, c'est d'abord le qualité de la vie publique.

R.-G. SCHWARTZBERG.

M. Robert Bruyneel propose de revenir au suffrage universel indirect pour l'élection du chef de l'État

M. Robert Bruyneel, sénateur (ind.) du Lot-et-Garonne, ancien secrétaire d'État à la présidence du conseil dans le gouvernement de M. René Fievet (1981), a déposé, le 30 mai, sur le bureau du Sénat une proposition de loi tendant à revenir pour l'élection du président de la République au système qui avait été prévu initialement par la Constitution de septembre 1958, qui instituait l'élection au suffrage indirect par un collège de notables. Le chef de l'État, élu par un collège

comprenant « les membres du Parlement, des conseils généraux et des assemblées des territoires d'outre-mer, ainsi que par les représentants élus des conseils municipaux ».

Le général de Gaulle fut élu selon cette procédure, le 21 décembre 1958, ses deux adversaires étant MM. Georges Marrast, sénateur communiste de la Seine, et M. Châtelain, doyen honoraire de la faculté des sciences de Paris.

Un système hybride

Dans l'étendu des motifs de sa proposition de loi constitutionnelle et le requêteur qu'il dresse contre le mode actuel d'élection du président de la République, M. Bruyneel déclare notamment : « Ce système a abouti à approuver le désignatoire

la consultation peut dépendre d'une confrontation à la télévision, ou l'un des candidats, plus habile, mieux doté pour ce genre de duel ou moins équilibré physiquement et intellectuellement que son adversaire par une campagne harassante, aura réuni un meilleur score électoral. De plus, si cette élection met à la charge de l'État des dépenses considérables qui pourraient trouver un meilleur emploi, l'effort très important de propagande supplémentaire de certains candidats détruit l'égalité fondamentale. Des chances entre tous les candidats. Enfin les surcoûts électoraux qui se multiplient avant le scrutin final offrent un spectacle décevant et la réalisation des promesses électorales est souvent à l'origine des vides politiques lors des élections législatives. On peut manquer d'orgueil de l'absence de régularité sur les finances publiques et l'économie de la nation. »

Chez Leroy, il y a de nouvelles lunettes pour tous les soleils.



Vous ne «prenez» pas le soleil à Paris comme en Bretagne, en Savoie, ou sur la côte d'Azur. Vos yeux non plus. En ville, un filtrage léger et reposant leur suffit alors qu'en montagne ou à la mer, ils ont besoin d'une plus grande protection. C'est pourquoi LEROY met à votre disposition des verres filtrants dans un grand choix de nuances, et notamment les verres dont la coloration varie en fonction de l'intensité du soleil. LEROY vous présente aussi la nouvelle gamme de verres STUDIO 78 qui reposent et améliorent la vue. Avec une nouvelle collection de montures sélectionnées parmi les plus beaux modèles.

C'est dit, les nouveaux verres filtrants LEROY vous permettront de passer d'un soleil à l'autre en toute tranquillité pour vos yeux. Et la collection de montures solaires LEROY, de suivre la mode sans rien changer à votre style.

LEROY

L'Opticien de Paris 104 Champs Élysées

(6^e) 11 bd du Palais (11^e) 127 St-Sébastien
(5^e) 21 bd Saint-Michel (12^e) 158 rue de Lyon
(6^e) 147 rue de Rennes (17^e) 5 place des Terres
(9^e) 18 bd Hausmann (18^e) 30 bd Barbès

Pour être sûr de réaliser votre projet d'expansion.

Vous envisagez de construire de nouveaux bâtiments, d'acquérir de nouveaux bureaux... bref, vous avez un projet immobilier. Pour vous aider à le réaliser la Société Générale a créé pour vous le Plan Diamant.

Le Plan Diamant, c'est la certitude de réaliser votre projet, quelle que soit l'évolution de la conjoncture.

Vous constituez votre apport personnel, progressivement, par mensualités. Ensuite, vous êtes assuré d'obtenir un prêt. L'originalité du Plan Diamant fait que votre apport personnel et le prêt automatiquement accordé vous permettront de réaliser votre investissement malgré la hausse du prix de la construction.

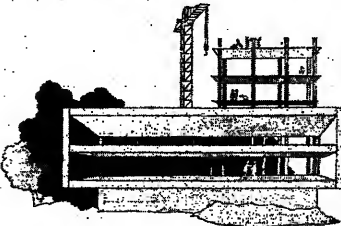
Ainsi, ce que vous prévoyez aujourd'hui c'est ce que vous aurez demain.

Le Plan Diamant, c'est aussi la certitude d'obtenir votre prêt à un taux préférentiel de 7,50%.

Votre projet... Venez en parler à la Société Générale. Nous vous parlerons de tous les avantages du Plan Diamant.

Le Plan Diamant, est valable également pour vos projets immobiliers personnels.

Plan Diamant:
la certitude d'un prêt à 7,50%



Société Générale

La banque de ceux qui demandent plus à la vie.



134 bd St-Germain Paris 9^e 033.44.10
5 rue du chevreuil 033.78.67
Hops, 3 rue de l'anc. comédie 328.48.82

Le Monde

Après la mort de Georges Pompidou

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE MAI 1974

Cette brochure de 148 pages, qui sera en vente à la fin du mois, regroupera des articles parus dans « Le Monde » sur :

- La mort du chef de l'État : un drame, un destin.
- Cinq années à l'Élysée.
- La succession : les grandes manœuvres (3 avril - 18 avril).
- La campagne officielle (18 avril - 3 mai).
- Le premier tour : résultats globaux et commentaires.
- Le duel (6 mai - 17 mai).
- Le second tour : résultats par départements et analyse.

LES COMMANDES PEUVENT ÊTRE ADRESSÉES AUX BUREAUX DU JOURNAL, SERVICE DES VENTES, 1, RUE DES ITALIENS, 75001 PARIS EN VENTE DANS LES KIOSQUES ET DANS LES LIBRAIRIES À LA FIN DU MOIS DE MAI

PRIX : 10 FRANCS

صبرنا من الالهي

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre

« PAR-DESSUS BORD », de Michel Vinaver

Michel Vinaver, avec *Par-dessus bord*, montre l'absorption d'une machine à vapeur, à l'instar de la machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme.

Télévision

LE SATYRE DES BUTTES-CHAUMONT

Onze ans il dure qu'il y a une œuvre, à l'instar de la machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme.

C'est drôle, exquise, charmante, la poésie même, et la façon dont cet insouciant de police évoque les insouciantes de la machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme.

CLAUDE SARRAUT. Les Yeux humains, qui sont les yeux de la machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme.

VIE OU MORT DU LAZARIC

Le théâtre de Villeneuve-la-Guyonne, en mars 1973, est une machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme.

Engager une action, c'est à l'instar de la machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme.

France, en a produit une. L'œuvre, à l'instar de la machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme.

Les décors à transformation d'Hubert Monod, les décors à l'instar de la machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme.

Le spectacle que Plançon a inventé, à l'instar de la machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme.

CLAUDE SARRAUT. Les Yeux humains, qui sont les yeux de la machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme.

Ce que T. N. P. veut dire

Le théâtre de Villeneuve-la-Guyonne, en mars 1973, est une machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme.

Engager une action, c'est à l'instar de la machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme.

Musique

A l'Opéra, « Elektra » avec Birgit Nilsson

Karl Böhm, Birgit Nilsson, Christa Ludwig, Léonie Ryan, Ton Kraus, Richard Cassilly, et N. Hoff Libermann à l'instar de la machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme.

Elle fait palir les autres auteurs de l'Opéra, à l'instar de la machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme.

On comprend mieux à entendre, à l'instar de la machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme.

LA MODE ACTUELLE SEMBLE FAIRE, à l'instar de la machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme.

UNE VERSION BANDES Dessinées

Elektra vendue en bandes dessinées, à l'instar de la machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme.

LES CONCOURS DU CONSERVATOIRE, à l'instar de la machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme.

retour à Gustave Moreau : il n'est pas bon de s'y référer à tout bout de champ, mais il a la robe riche et vaporisée de Chrysothème à l'instar de la machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme.

INSTITUT

LES PRIX D'HISTOIRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

L'Académie française a décerné ses grands prix à l'instar de la machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme.

MÉDECINE

Au congrès d'ophtalmologie de Paris

Dépistage précoce et examens systématiques des troubles de la vue

Les trois mille congressistes venus assister au congrès d'ophtalmologie de Paris, à l'instar de la machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT. Les Yeux humains, qui sont les yeux de la machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme.

À Paris

REOUVERTURE PARTIELLE DE LA MATERNITÉ DE PORT-ROYAL FERMÉE

A LA SUITE D'UNE INFECTIOM

La maternité de Port-Royal, à l'instar de la machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme.

APPEL À DE NOUVEAUX DONNEURS. Les Yeux humains, qui sont les yeux de la machine à vapeur humaine, celle d'un homme. Elle est en fait une machine à vapeur humaine, celle d'un homme.

THEATRE
Du vendredi 31 mai à 20 h 30 ou samedi 3 juin 1974
VII^e MAI CULTUREL
PREMIER FESTIVAL
DES
THEATRES UNIVERSITAIRES
(29 troupes)

A partir du 4 juin
LE GRAND MAGIC CIRCUS EST DE RETOUR AVEC DEMOISE LA MAO
THEATRE D'ORSAY
Régional Théâtre de la Seine

Théâtre 347
30 RECITALS
UNA RAMOS
MUSIQUE DES ANDES
Loc. TRI-28-34 - Théâtre et Agences

PORTE SAINT-MARTIN
THEATRE TNP
LE TARTUFFE
de Molière
A PARTIR DU 4 JUIN

AU VRAI CHIC PARISIEN
18, rue d'Orléans - PARIS (1^{er})
20 h. 30 création
Jean-Luc Gaudin contre Alice de Villedieu
BRAND COMBAT
Régional Théâtre de la Seine et Réservation : 22-13-06, de 11 h. à 14 h.

MARIGNAN VO RICHELIEU VF
IMAGES VF DANTON VO MONTMARNASSE 83 VF
SAINT-MARTIN SUD VF CAMBROMME VF FAUVETTE VF
Al Pacino dans son meilleur rôle depuis "le Parrain"
DINO DE LAURENTIS
AL PACINO "SERPICO"
RÉALISÉ PAR MARTIN BRENNAN
MONTMARNASSE 83 - MAXEVILLE - LES TROIS MURAT
CONVENTION GAUMONT - TRICITY Asnières
RED DEFENSE - PARLY 2 - AVIATIC - LE BOURGET - ANTEL NOGENT
VELIZY 2 - BELLE ÉPINE - THIAIS - GAMMA ARGENTEUIL - ULLS ORSAY

MONTMARNASSE 83 - MAXEVILLE - LES TROIS MURAT
CONVENTION GAUMONT - TRICITY Asnières
MARIE-JOSE NAT
GRAND PRIX
D'INTERPRÉTATION FÉMININE
FESTIVAL DE CANNES 1974
dans
les Violons du BAL
un film de MICHEL DRACH

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : Così Fan Tutti.
Comédie-Française, 20 h. 30 : Le Bourgeois gentilhomme.
Odéon, 20 h. 30 : Les Femmes de bonne humeur.
Fémina, 20 h. 30 : Les Femmes de bonne humeur.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Les Femmes de bonne humeur.
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Les Femmes de bonne humeur.

Les autres salles

A.C.T.-Alliance Française, 14 h. 30 : Les Femmes de bonne humeur.
Bouffes du Nord, 20 h. 30 : Les Femmes de bonne humeur.
Capitole, 20 h. 45 : Les Femmes de bonne humeur.
Cercle de la Ville, 18 h. 30 : Les Femmes de bonne humeur.
Cercle de la Ville, 20 h. 30 : Les Femmes de bonne humeur.
Cercle de la Ville, 22 h. 30 : Les Femmes de bonne humeur.
Cercle de la Ville, 24 h. 30 : Les Femmes de bonne humeur.

Vendredi 31 mai

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

Saint-Georges, 20 h. 30 : L'Arbre de triomphe.
Salle de l'A.C.F.A., 20 h. 30 : Le Molière de la Folie.
Studio des Champs-Élysées, 20 h. 45 : Delirante Sarah.
Téâtre, 20 h. 30 : Hôtel Virginia.
Théâtre 4444, 21 h. : Philippe.
Théâtre Comète, 20 h. 30 et 22 h. : Si on était roi.
Théâtre de la Cité Internationale, Grand Théâtre, 21 h. : Antonin.
La Chaîne, 21 h. : Le Pluie.
Théâtre 4444, 21 h. : Le Pluie.
Théâtre de la Cité Internationale, Grand Théâtre, 21 h. : Antonin.
La Chaîne, 21 h. : Le Pluie.
Théâtre 4444, 21 h. : Le Pluie.
Théâtre de la Cité Internationale, Grand Théâtre, 21 h. : Antonin.
La Chaîne, 21 h. : Le Pluie.
Théâtre 4444, 21 h. : Le Pluie.

Les opérettes

Bouffes, 20 h. 30 : Il était une fois l'opéra.
Châtelet, 20 h. 30 : Les Trois Mousquetaires.

Les chansonniers

Cercle de la République, 21 h. : On est pas par les sens.
Dess-les, 21 h. : Seize dans tous les coins.
Du-Breux, 22 h. : La Belle Equipe.

Les concerts

Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Orchestre de chambre de Stuttgart, dir. K. Münchinger (Bach, Mozart).
Maison de l'O.R.T.F., 20 h. 30 : Orchestre symphonique, dir. B. Amadeus.
Bouffes, 22 h. 15 : P.Y. Arnaud.
Maison de l'O.R.T.F., 20 h. 30 : Orchestre symphonique, dir. B. Amadeus.
Bouffes, 22 h. 15 : P.Y. Arnaud.

La danse

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : London Contemporary Dance Theatre.
Bouffes, 22 h. 15 : P.Y. Arnaud.
Maison de l'O.R.T.F., 20 h. 30 : Orchestre symphonique, dir. B. Amadeus.
Bouffes, 22 h. 15 : P.Y. Arnaud.

Le jazz

Caré Thorius, 21 h. 30 : John Archer.
Centre américain, 21 h. : O. Lake.
B. Carrol.

Le music-hall

Casino de Paris, 20 h. 45 : Zizi, le tueur.
Charles-de-Rochefort, 20 h. 45 : La Traversée du vingtième siècle en chaussons.
Carnegie des Champs-Élysées, 20 h. 45 : Les Femmes de bonne humeur.
Folies-Bergère, 20 h. 30 : On a l'air d'être.
Olympia, 21 h. 30 : Michel Pussat et le Big Band.
Théâtre 347, 21 h. : Una Ramos.

Choisi par la Commission de Sélection du Festival de Cannes.

PARAMOUNT ÉLISÉES - PARAMOUNT ODÉON - PARAMOUNT OPÉRA
PARAMOUNT MONTMARNASSE - PARAMOUNT ORLÉANS
PARAMOUNT MAILLOT - CARRY - PLAZA - PALM SAINT-JACQUES
PARLY II - ROSNY II - GRIGNY - FLANÈRES Sorcelles - CARREFOUR Pontine

... c'est drôle, tragique, gentil, brutal, érotique, pornographique, intelligent, cruel, romantique, misogyne, charmant, méchant
LES VALSEUSES
film de Bertrand Blier

REX - ERMITAGE - TELSTAR
ROTONDE - STUDIO CULAS - MURAT
PARLY 2 - C2L St-Germain
ARTEL Nogent - ALPHA Argenteuil
DAME BLANCHE Garges-les-Gosses
ARTEL Villeneuve St-Georges - BOBIGNY 2
**LINO VENTURA - ISAAC HAYES
FRED WILLIAMSON**
LES DURS

CONCORDE PATHE • GAUMONT LUMIERE • CLUNY PALACE • MAYFAIR
MONTMARNASSE PATHE • C2L St-Germain • GAUMONT CONVENTION • CARAVELLE PATHE
et la périphérie

Yves Montand. Katharine Ross.
LE HASARD ET LA VIOLENCE
Un film de Philippe Labro.

JEAN PAUL BELMONDO
Stavisky
Réalisation de ALAIN RESNAIS
JEAN-PIERRE LÉAUD • FRANÇOIS PERIER • ANNY DUPEYRE
STEPHEN SODERBERGH • MICHEL LONSDALE • ROBERTO BRACCIO • GUY BOYER

AU CONGRÈS DE MARSEILLE

M. Jean Cornéloup annonce le renouvellement de l'Association nationale des avocats

Guérir de la réforme

De notre envoyé spécial

Longtemps seule maîtresse du terrain pour ce qui concerne la représentation de la profession, l'Association nationale des avocats de France (ANA) a vu naître avant guerre sans plaisir une rivale sous la forme de l'Union des jeunes avocats de Paris, germe de l'actuelle Fédération nationale des unions de jeunes avocats (F.N.U.J.A.). Première rivale, et, tôt, première

[illegible]

A l'abri de toutes poursuites menées interne pendant des décennies, la profession a permis en fait à partir de 1970, de reformer tout véritablement le régime des professions judiciaires et juridiques qui devait aboutir, après de nombreux et éternels débats de pouvoirs publics, à la fusion des professions d'avocat et d'avoué de grande instance par la loi du 31 décembre 1971.

Principal initiateur de cette réforme, l'ANA s'y enlisa — en y consacrant l'essentiel de son activité — et la profession avec elle. Tout occupés de leur avenir ou de ce qui leur paraissait tel, les avocats négligèrent ce qui ne s'y reflétait pas directement.

Parmi d'autres, l'ANA tenta

« Nous ne sommes pas des nantis soucieux de privilèges, et c'est au nom de la justice, celle qui nous est due, que nous ne nous soucions pas de proclamer notre droit à un honoraire décent. »

aujourd'hui de guérir de la réforme. Mais elle n'est plus sûre de ses alliances et s'interroge sur l'opportunité d'en découvrir d'autres. D'autant plus qu'une alternative lui est offerte avec l'existence du Ras-

« Traditionnellement nous représentons la défense, a ajouté le président de l'ANA et ce serait abdiquer ce qui est le service dont nous sommes chargée que de l'abandonner à d'autres si comm-

orienté avec l'existence du rassemblement des nouveaux avocats de France (R.N.A.F.) qui, après le loi de 1971, a essentiellement groupé d'anciens avoués devenus avocats. Ayant eu la main croisée à son dyna-

pétents, si désintéressés et si ambitieux du bien public qu'ils soient. Mais il ne suffit pas de revendiquer un rôle, encore faut-il s'interroger sur les adaptations nécessaires afin qu'il soit rempli dans sa plénitude.

Bientôt sortie du ghetto judi-

« C'est le rôle social de l'avocat qui doit trouver aujourd'hui une expression nouvelle. La défense des intérêts collectifs n'a pas moins de prix que celle des intérêts individuels. Dans les grands

cière grâce à la réforme, l'ANA se demande comment aller plus loin et rejoindre le siècle, comment renouer avec le Iradition d'un barreau dynamique, inquiet de son époque et désireux d'y

conflits qui opposent des catégories d'individus : patrons et syndicats, producteurs et consommateurs, collectivités publiques et groupements de citoyens, nous

Il apparaît, par exemple, très clairement dans les efforts

FAITS DIVERS

communs de l'ANA et du R.N.A.F. pour aboutir à cette représentation nationale unique des avocats dont M. Corneloup a souligné l'« urgente nécessité » (autant) que la difficulté. Ce choix

Le meurtrier des deux passants

...pperaient encore dans le très vil
loges — prononcé par le prési-
dent de l'ANA — de M. Guy
Danet, président du R.N.A.F.
M. Didier Cayol, président de la
S.N.U.J.A., a estimé qu'il l'était
même trop et en a pris embarras.

Un hold-up manqué : deux malfaiteurs prennent la fuite, deux gardiens de la paix les poursuivent, une fusillade, l'un

La première de ces raisons repose sur la constatation d'une violation flagrante de la tradi-

des bandits, affolé, tire pour se dégager, une passante et un motocycliste sont tués : tel est, à grands traits, le scénario de l'agression qui s'est déroulée jeudi 30 mai, près de l'église de

La seconde résulte de sa propre athénie, comme l'a démontré le récent congrès de Rennes

la Trinité, Paris (5^e). L'homme qui a tiré, Claude Weissenbacher, vingt-cinq ans, arrêté rapidement, a révélé l'identité de son complice qui a réussi à s'échapper : il s'agirait d'un nommé Jean - Claude Frendau.

le Monde du 26 mai). Ce qui se
rend encore plus sensible à
cette initiative d'association pour
démontre combien la F.N.U.J.A.
est, quels que soient ses efforts,
en perte de vitesse pour dépasser

Il est environ 10 h. 30 quand deux hommes font irruption dans une adjointe. 2 bis, place d'Estienne-Oves, et ordonnent au propriétaire, M. Reispacher, d'ouvrir son coffre.

l'époque de la réforme, dont n'est pas douteux qu'elle eut un grave effet démobilisateur sur tous les évêques. Certains ont mieux résisté que d'autres. C'est dans cet esprit qu'il leur faut lire le discours de don

En fin d'après-midi, M. Michel Poniéwski, ministre de l'intérieur, a eu le savoir qu'il envisageait de faire citer à l'ordre de la nation le jeune Anillele qui avait tenté d'arrêter Weissenbecker. La victime, M. Lermann, est, en fait, d'origine polonaise.

re d'autre part les principaux extraits — prononcé jeudi à Marseille par M. Corneloup : un net coup de chapeau aux traditions, mais un sérieux appel au renouveau des objectifs à long terme.

Interrogé à propos de cette affaire, M. Gérard Monate, secrétaire général de la Fédération autonome des

cette occasion, il ne paraît pas douteux que l'ANA, jusqu'à plus ample informé, fait plutôt confiance au R.N.A.F., même si elle ne récuse pas ostensiblement ses alliés de toujours.

A l'angle de la rue Saint-Lazare et de la rue La Rochefoucauld, une fille atteint mortellement une femme qui venaitoster du courrier. La victime ne sera identifiée qu'à la fin de l'après-midi par son mari qui

ue M. Didier Cayol, président
e le F.N.U.J.A., ait, en séance
biennelle, vivement réagi à ce
u'il a pris pour une rupture,
ne répudiation. Au point d'an-
nancer qu'il allait quitter la salle

inquiétait de son absence. Il s'agit de Mme Marguerite Durbusser, âgée de soixante-trois ans. Continuant sa course, le mailleheur est pris en panne par un jeune Antibais, M. Maurice Larmailleur, vingt-huit ans, qui, dans un premier temps, se livre à une

Ce raccommodage momentané

...renvient à lui avec sa motocyclette. L'agent à la bicyclette est le déséquilibré. Mais Eisenbecker se relève aussitôt et à bout portant M. Larmellard, le bandit se réfugie enroulé dans une chambre de service, au dixième

... fait rien disparaître de l'ac-
tuelle tentative de redistribution
des cartes; ANA et R.N.A.F.
... joints co-président le table du
«ricormento»: les autres asso-
ciations courent derrière ou le

habitudes prises sous M. Mercet-
lin », a conclu le secrétaire général
de la F.A.S.P.

PHILIPPE BOUCHER.

11. The following table shows the number of people who attended the concert in each age group.

Page 11

SOCIÉTÉ DES ÉDITIONS
TECHNIP
27, RUE GINOUX
75757 PARIS CEDEX 15

Vient de paraître

LES PRIX DU PÉTROLE

Économie
de marché
ou
Stratégie
de puissance

T. RIFAÏ

Analyste Mère de l'École Polytechnique
Directeur de la Banque Araba
et International d'Investissement

1 vol. broché, 18 x 24, 440 p.,
22 fig., 45 tableaux.

115 F.

LES RETOMBÉES DE LA CRISE DE L'ÉNERGIE

« VÉLOS A LOUER »

La place de l'opéra a retrouvé avec le soleil son caractère de lieu de rendez-vous, de lieu de rencontre, de lieu de rencontre. Sur le terre-plein un petit Bolus jaune, soigné, lustré, la tige qui s'élève dans les touches d'acier du miroir. Sur ses flancs, une pancarte : « non, une adresse et une offre séduisante : « Vélos Paris sur deux roues ».

La S.N.C.F. a récemment acheté à la société Peugeot, premier constructeur français de cycles, un millier de vélos afin d'équiper les gares des stations touristiques (Lyon-Tour, Dijon, Châtillon, etc.) d'un parc de vélos que le voyageur pourra, en échange de son billet, louer à un tarif privilégié.

Air Inter, pour ne pas être en retard, envisage une opération de même ordre, en collaboration avec un club de randonnée à bicyclette. C'est à la descente de l'Arve, cette fois, que la Parisienne offre d'organiser (et d'assurer) pour bénéficier des bords de la « petite reine ».

Dans la région parisienne, un concessionnaire Honda a conclu avec quelques stations-service de Shell un accord par lequel il installera chez eux des points de location de vélos.

A Paris même, aux vendeurs de deux-roues de plus en plus nombreux à se tourner vers la location, se sont ajoutés plusieurs « francs-tireurs ». Vendeurs d'horizons très divers. Tel est le cas, par exemple, des fameux Boles jaunes mis à l'essai du « pal » de trois ans.

L'homme sage a dit, un

vélo ouvert, le tronc, sympathique, est directeur financier adjoint d'un groupe bancaire ; les deux autres étaient étudiants. Leur but est simple : assumer pendant six mois un péage suffisant pour la route de l'été « vivre de cette rente ». La clientèle visée a été clairement définie : les touristes. « L'idée d'été, par

Une mise de fonds

L'été dernier, les trois compères ont dû acheter une centaine de vélos, se sont installés dans un coin de garage près de Saint-Germain et ont loué leurs deux-roues pendant six mois. L'opération s'est révélée concluante et ils le renouvellent cette année, envisageant même d'agrandir leur parc d'une trentaine de « vraies bicyclettes ». La rentabilité ? Elle est fragile, largement tributaire de la conjonction du temps et de la « disponibilité » des entrepreneurs.

La mise de fonds de départ est quasiment nulle : les vélos sont achetés au détail et revendus à la fin de la saison.

Il se d'ailleurs rapidement amorti, dans le mesure où le prix de

Le mouvement écologiste, largement soutenu par les difficultés croissantes de la circulation automobile et plus récemment par le coût du pétrole, fait des adeptes de plus en plus nombreux. La campagne électorale de M. René Dumont n'y a pas peu contribué. Le regain d'intérêt pour les bicyclettes et cyclomoteurs, perceptible depuis un ou deux ans, s'est de coup transformé en un véritable engouement. La location

neuve, expliquent-ils, mais le service rendu est réel ; à Rome, en Allemagne, le location de deux-roues aux étrangers se pratique sur une grande échelle. Les vélos ne « sentent » pas une grande ville comme Paris lorsqu'ils utilisent le toit ou la main. Sur un cyclomoteur, les choses sont différentes.

pratiquement mille

revient par cyclomoteur d'occasion pas 400 F et où la journée de location rapporte 25 F. Les trois, même si sont lourds : frais d'entretien, vols (un deux-roues sur trois a déjà volé l'an passé, selon les compagnies d'assurance), dépréciation de tous ordres, depuis la perte d'un jusqu'à cadre soigneusement soigné de manière à provoquer un accident. Ces problèmes sont communs à tous les loueurs de cycles, ainsi que celui, crucial, de la publicité.

Les trois amis ont résolu d'une manière originale et sans doute efficace, puisque limitée cette année par plusieurs de leurs concurrents. Les annonces dans la presse ne touchant pas les étrangers de passage ; l'affichage publicitaire ; l'usage de

de deux-roues, considérée jusqu'à présent non rentable ou tout du moins économe de ce mode de transport. A l'été, à l'initiative, souvent dédaignée, de concessionnaires ou garagistes automobiles, prend ainsi une dimension nouvelle. Le vélo a alors conquis, du moins partiellement, la détermination de ceux qui tentent, sans trop y croire, d'exploiter ce « véhicule » jusqu'au déclin. Depuis un ou deux ans, les initiatives nouvelles se multiplient.

publicité. C'est ainsi qu'on fleurit, dans les hauteurs du pèlerinage touristique, les vélos jaunes indiquant l'adresse du loueur. Le trottoir de l'American Express ou de l'Agence Cook est ainsi devenu, depuis peu, un territoire chèrement disputé. Un inconvénient, inattendu : les contrevenants (contre cette fois d'ailleurs) sont généralement distribués par une préfecture de police hostile.

La démarche du dernier des loueurs de deux-roues, un journaliste qui vient d'ouvrir boutique dans une ancienne maraîchère près de Joinville-le-Pont, est d'ailleurs la même, bien qu'il envisage une activité étendue sur toute l'année et désire toucher un public plus vaste que les simples touristes. A la base, le désir de faire un travail manuel ; puis l'idée de la bicyclette, née lors d'un séjour à New-York. Trente-cinq ans environ, décontracté, le verbe tranché et un visage à la Woody Allen, il explique qu'« à Hyde Park débouchent le chemin de la découverte de mille vélos, tous plus fous les uns que les autres. Les vendeurs et les loueurs y ont fait des fortunes ».

Il a donc acheté d'occasion trois cents bicyclettes qu'il a « retouchées » avec quelques amis, prenant modèle sur les bicyclettes hollandaises, au guidon haut, aux lignes pures. Ses clients ? Très divers : des gens du quartier qui vont faire leurs courses, des étrangers, des groupes, plus

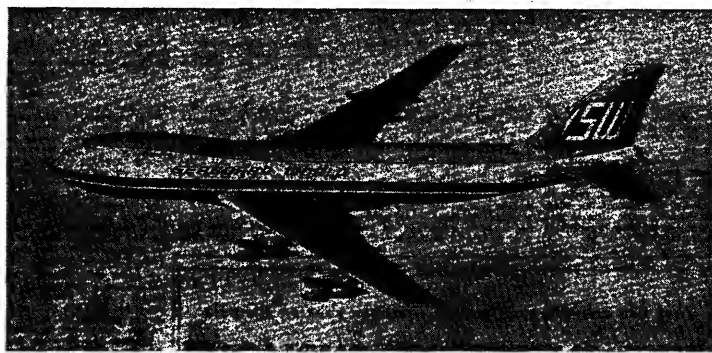
des étrangers, des groupes, plus récemment jeunes, presque toujours gentils. « La rentabilité ne semble guère le préoccuper ; pour l'instant, le marché est très bon, surtout le dimanche ». Il vend aussi des vélos neufs, démontés et construits par lui « sur mesure ». Il envisage de louer aux clients du week-end et des locations consécutives pour les touristes.

L'hiver ? « Il sera maître de son destin, ceux qui ont utilisé le vélo pour rien le feront peut-être... par nécessité ». Les vols, les dépréciations ? « Inévitables, ils font partie des risques ». Un enthousiasme contagieux. A l'été, on se prend à rêver d'une ville déserte, troublée seulement par le grincement des pédales, habillée de bicyclettes « gentilles » et dédoublées.

La location de deux-roues est encore un phénomène marginal, il n'est pas certain qu'elle le reste. Le mercredi, pour l'instant, apparaît nettement, mais il est, comme on l'a souvent constaté, l'Europe est avec quelques années de décalage l'exemple américain, la « petite reine » n'a pas fini d'émouvoir. Les concessionnaires en premier lieu, qui, d'une part, l'ont « complètement débordée », dépassée par les événements.

VÉRONIQUE MAURUS.

* Bolus : à l'écologie, 3, rue du Vieux-Colombier, Paris (5^e).
* Vélo : « la maison », 32, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris (2^e).



SEABOARD WORLD, la Compagnie Aérienne Internationale-Fret la plus importante sur l'Atlantique Nord, a choisi le Boeing 747 F tout cargo. Trois de ces appareils seront mis en service prochainement sur les lignes transatlantiques de cette compagnie.

75008 Paris 20, rue de la Pépinière
Tél. 322.22.33 - 322.84.18
Téléc. 26226 F

95705 Roissy B.P. A 519
Aéroport Charles de Gaulle
Tél. 952.32.32 - Téléc. 91690 F

69500 Lyon Bron Bureau 76
Entrepôts Fret Aéroport de Lyon Bron
Tél. (78) 28.02.40 - Téléc. 54554 F

Une raison d'être : financer les investissements productifs

Le crédit Union Française de Banques
et le crédit-bail Locabail, pour aider tous
les professionnels à investir.

3 milliards 200 millions de Francs
distribués en 1973.

160.000 contrats en cours,
représentant près de 5 milliards de
Francs.

50 bureaux régionaux.

UFB
LOCABAIL

La banque de l'investissement
39, quai de Grenelle - 75015 PARIS - Tél. 525.25.25
compagnie bancaire SA.

PARIS-LONDRES 2 FOIS PAR JOUR EN AIRBUS

PARIS	LONDRES
11 h 30	→ 12 h 30
17 h 10	→ 18 h 10

Renseignez-vous auprès de votre Agent
de voyages ou d'Air France. Tél. 535.61.61
et 535.66.00.

AIR FRANCE

CLEN
ARCHIVAGE MODERNE
des DOSSIERS (16x23)
UNE SOLUTION
EXCLUSIVE CLEN
Tous les
CAPACITÉ
A 30 m de
documents
BOUTEILLONS
PROMOTION
7500 F
CLEN ZLSBENOT (LA FORÊT)
BOUCHONNIER TEL. PARIS 1:
901.76.73 et 901.76.57.
Docu-ARCHIVE-LISTINGS.

stra plan
Services et Conseils
pour l'orientation
l'emploi
et la promotion
des cadres
29, rue Tronchet
PARIS-8
Tél. 265-90-55
LYON (78) 28-83-50
GENEVE
022/31-48-57

مكتبة الامم

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SYNDICALISTES ET PATRONS INQUIETS DEVANT LA HAUSSE DES PRIX

Tandis que MM. Maire et Ségué s'apprêtent à confirmer leur accord
Les syndicats réclament des mesures contre l'inflation

La C.G.T. s'oppose à toute reconnaissance officielle de la C.F.T.

L'insuffisance de la hausse des prix renforce, à de nouveaux degrés, la détermination des syndicats dans leur lutte pour l'obtention de pouvoirs d'achat des salariés. Tandis que F.O. réclame un blocage des prix pour une période limitée et dénonce les mesures prises par la C.F.T., la C.G.T. demande en outre la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, le relèvement immédiat du SMIC, le rattrapage immédiat des salaires du secteur public et nationalisé, l'indemnisation de l'épargne populaire. La commission exécutive de la C.G.T. conclut, en outre, à l'urgence de mesures contre l'inflation et la vie chère.

Les dirigeants de la C.G.T. et de la C.F.T. doivent se retrouver ce vendredi 31 mai pour mettre au point un document commun sur les revendications et l'action propre à la C.G.T. De leur côté, la totalité des organisations de la

Tous les syndicats, dans l'attente des conversations avec le gouvernement, ont tenu une séance. C'est dans les termes les plus fermes que la C.F.T. vient de réexaminer les propositions des travailleurs dans les lettres adressées respectivement au premier ministre et au C.R.S.P. le 20 mai. De fait, les travailleurs, après les résultats obtenus par la gauche durant la campagne électorale, se sentent en position de force.

En représentant la même au point d'une déclaration commune, le 31 mai, la C.G.T. et la C.F.T. ont très vraisemblablement abouti à la consolidation de leur second unitaire, fort menacé durant les premiers mois de 1974. Dans son rapport à la commission exécutive de la C.G.T. réunie le 20 mai, M. Georges Ségué a rendu hommage à « l'efficacité et la sérénité » du combat pour la victoire du candidat commun de la gauche.

Les dirigeants syndicalistes envisagent la même stratégie que les élections : ils se déclarent résolus à tout mettre en œuvre pour que les négociations avec les employeurs privés et gouvernementaux s'ouvrent immédiatement à tous les niveaux.

Le débat sur le socialisme, entre les deux centrales, va ainsi reprendre dans de meilleures conditions. M. Georges Ségué, avant la commission exécutive de la C.G.T., a longuement analysé les données de la situation politique. « Depuis mai 1968, a-t-il dit, c'est la deuxième grande bonde en avant de l'histoire des forces populaires. Il s'en est fallu de peu qu'il soit dénoté. En quatorze

fonction publique, ont adressé une mise en demeure au gouvernement : l'absence de réponse positive le 3 juin, elle déposeront un préavis de grève.

M. Ségué a aussi adressé dans diverses assemblées aux pouvoirs publics : « Si nous ne recevons pas de réponse satisfaisante, nous nous mettrons de tous les moyens d'action pour obtenir satisfaction. Il n'y a aucune menace, aucun esprit de revanche, aucune mission de syndicalisme ou de défense des intérêts des travailleurs ».

Après avoir déclaré que la C.G.T. se rendrait à l'invitation du président de la République en cas où M. Giscard d'Estaing proposerait une entente aux syndicats, M. Ségué a précisé que si la C.F.T. était également convoquée, une telle proposition serait considérée comme « une véritable provocation qui ne rendrait pas sans réponse ».

mois, trois millions d'électeurs et d'adhérents ont validé le camp des forces de gauche. C'est pourquoi les dirigeants de la C.G.T. ont tenu à souligner que la gauche n'est pas une force nouvelle, mais qu'elle est la continuité de la gauche traditionnelle. M. Ségué a insisté sur le fait que la gauche n'est pas une force nouvelle, mais qu'elle est la continuité de la gauche traditionnelle.

Le secrétaire général de la C.G.T. a ensuite exprimé son attachement à la reconnaissance officielle de la C.F.T. « Toute tentative officielle de biser la C.F.T. en tant qu'organisation syndicale représentative serait gravement préjudiciable aux relations entre les pouvoirs publics et le mouvement syndical », a-t-il dit en précisant que le 5 juin la C.G.T. rendrait publique de nouvelles preuves sur « la véritable nature de la C.F.T. ».

JOANINE ROY.

La chambre de commerce de Paris propose l'échelle mobile des rémunérations

« La modification de la hausse des prix constitue le moyen le plus sûr de limiter ou d'atténuer les conflits sociaux et la lutte de la « crédibilité » politique du gouvernement », a déclaré le 30 mai M. Paul Lombard, président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris.

L'objectif ne saurait être, a-t-il ajouté, de parvenir immédiatement à la stabilité, ni même aux deux échelons de hausse de des années 60. Il doit être de ramener le rythme des hausses à des taux proches, voire un peu inférieurs à ceux de nos voisins les plus sages.

La lutte contre l'inflation, pour M. Lombard, « est un combat par et pour le peuple, même limité dans le temps, qui n'est pas épuisé de reporter à plus tard la répartition de leur travail ou profit des plus faibles et d'empêcher les baisses

relatives possibles. Elle justifie une échelle mobile des rémunérations, en tenant compte de la référence à des indicateurs de prix acceptés. » Il faut d'abord briser les anticipations à la hausse dues à la hausse des prix eux-mêmes. A cet égard, le leader majeur d'entreprises réside dans un ensemble de mesures, au moins provisoires, d'encouragement à l'épargne colonisée, appuyé par une baisse de la fiscalité indirecte.

La réaction d'une telle politique suppose évidemment une modification de la portée des rémunérations qui peut paraître problématique à l'heure de l'élection présidentielle. « Si nous étions de ceux, a-t-il ajouté, nous nous opposerions à tout réajustement de leur droit de propriété des plus bas de d'être elles ».

AFFAIRES

Alors que l'expansion de Dunckerque se poursuit
LA PRINCIPALE ENTREPRISE DE GRAVELINES (Nord)
DÉPOSE SON BILAN

(De notre correspondant.)

Dunckerque. — Le développement industriel-portuaire de la région gravellienne connaît actuellement avec le début brutal de ses activités traditionnelles. Son port de commerce manque d'eau dans un chenal étroit se meurt lentement. Ces jours derniers, c'est la principale industrie locale qui a disparu ou bien, il s'agit des Cartonneries mécaniques du Nord (fabrication de papier-carton) qui emploient six cent cinquante personnes. Le tribunal de commerce de Dunckerque a pro-

noncé le règlement judiciaire mais a estimé que la société paraît en mesure de proposer un concordat sérieux à ses créanciers. L'usine poursuivra donc ses activités au moins provisoirement. Dans la zone d'expansion gravellienne du port de Dunckerque, par contre, un premier grand centre industriel implanté au bord du premier bassin de marée vient de disparaître des activités. Il s'agit du Chantier de construction de plates-formes de forage pétrolier créé par la Compagnie française d'entreprises industrielles.

AGRICULTURE

PRODUCTEURS DE CANNE À SUCRE ET BETTERAVERS EUROPÉENS SÉRIEMENT PARVENUS À UN ACCORD

Les producteurs de sucre cannières du marché commun et ceux de Commonwealth liés à la Grande-Bretagne ont mis fin à la controverse — un accord est intervenu — dans la mesure où les producteurs de sucre ont accepté de ne pas vendre de sucre à l'étranger, les producteurs de betteraves ont accepté de ne pas vendre de sucre à l'étranger.

Ces accords ont été conclus dans le cadre de la Commission de Bruxelles, dans le cadre des négociations de la 16 juillet 1973 avec plus tard, la Commission de Bruxelles a accepté de ne pas vendre de sucre à l'étranger, les producteurs de betteraves ont accepté de ne pas vendre de sucre à l'étranger. Les accords ont été conclus dans le cadre de la Commission de Bruxelles, dans le cadre des négociations de la 16 juillet 1973 avec plus tard, la Commission de Bruxelles a accepté de ne pas vendre de sucre à l'étranger, les producteurs de betteraves ont accepté de ne pas vendre de sucre à l'étranger.

Placez votre société dans le plus gros marché d'Europe!

Le Nord-Ouest de l'Angleterre est le centre de la plus grande combinaison industrielle d'Europe. C'est dans un rayon de 80 km que se fait plus de la moitié de la fabrication britannique totale, ainsi que la moitié de la consommation totale des produits alimentaires de marque. Cette région est bien desservie par les autoroutes principales nord/sud et est/ouest. Elle possède le deuxième aéroport international du pays — Manchester — et le deuxième port du pays — Liverpool. Plus d'excellentes liaisons ferroviaires vers toutes les autres villes importantes. Une main-d'œuvre considérable et souple, composée d'hommes et de femmes, peut entreprendre les tâches les plus simples ou les plus sophistiquées de l'industrie ou du commerce. En plus de tout cela, le Gouvernement Britannique offre des subventions de 20% du prix des usines nouvelles, des extensions d'usines et des projets de modernisation d'usines ainsi que d'autres avantages financiers aux sociétés qui désirent s'agrandir ou s'installer dans la région du Nord-Ouest.

North West Industrial Development Association

Apprenez-en davantage — gratuitement
Si vous désirez recevoir gratuitement des conseils de spécialistes sur des usines, des bureaux, des emplacements, la main-d'œuvre et l'aide gouvernementale, veuillez contacter:
North West Industrial Development Association,
c/o Le Secrétaire Général, Chambre de Commerce Britannique, 6 rue Halévy, 75009-Paris.

Nom _____
Fonction _____
Société _____
Adresse _____



4 vraies places.
Pour vous tenter un peu plus encore

2 portes, mais 4 vraies places

Aujourd'hui, un coupé doit posséder les mêmes qualités d'espace et de confort qu'une berline. Les sièges de la Renault 15 ont été conçus par des médecins pour y être bien encore après 500 kilomètres de route. Les 2 places arrière sont deux vraies places : même ceux qui ont de très grandes jambes y sont à l'aise.

7CV. 8,3 litres aux 100. On peut parler d'économie

Le moteur de la Renault 15 TL c'est un 1300 cm³. Il ne fait donc que 7 CV fiscaux. Il ne consomme que 8,3 litres aux 100. Un coupé peut aussi être économique.

Vous roulez dans un coupé mais vous entretenez une berline

Renault a toujours employé des solutions techniques éprouvées pour construire ses voitures. La Renault 15 ne fait pas à la règle. C'est dire qu'une Renault 15 vous assurez rarement l'occasion de rendre visite à l'un de nos 1500 agents et concessionnaires. Alors ! Pourquoi vous priver d'un coupé, si c'est une Renault 15 ?

Renault 15 TL : moteur 1289 cm³, 7 CV fiscaux, 60 ch DIN à 5500 tr/min, 8,3 litres aux 100.
Freins assistés, à disque à l'avant. Option boîte automatique.
Renault 15 TS : moteur 1365 cm³, 9 CV fiscaux, 80 ch DIN à 5500 tr/min, 8,4 litres aux 100.
Freins assistés, à disque ventilé à l'avant. Option boîte automatique.

* Normes DIN



Je désire recevoir, sans engagement, une documentation gratuite sur les Renault 15
Nom _____
Adresse _____ Ville _____
Renvoiez ce bon à : RENAULT INFORMATION - B.P. 142 92109 Boulogne-Billancourt

RENAULT 15
les Renault sont lubrifiées par elf

5014 1141

LA VIE SOCIALE

EMPLOI

Après la mise en liquidation judiciaire de l'entreprise Les 850 salariés de Mide-Massot-Disdier sont menacés de licenciement

Le dépit de bilan et la mise en liquidation judiciaire de la société Mide-Massot-Disdier, intervenus le 27 mai, font peser de sérieuses menaces sur l'avenir de cette entreprise d'équipement électrotechnique, qui emploie huit cent cinquante personnes.

Le 10 mai, le non-paiement par défaut de provision bancaire des salaires d'avril, de mai, voire même pour certains employés de février, avait amené le personnel de Mide-Massot-Disdier à se mettre en grève (le Monde du 25 mai). Déjà en octobre 1973 et décembre 1973 de sérieux retards dans le paiement des salaires avaient été constatés.

Née de la fusion en 1969 de l'entreprise Ch. Mide et de Massot-Disdier, la société connaît depuis plusieurs années une situation économique délicate. A plusieurs reprises, elle a dû faire face à des conditions défavorables, entraînant une diminution de la rentabilité. Parallèlement les ressources financières se sont amoindries. Le principal actionnaire, le groupe britannique James Scott Engineering, ne parait pas avoir investi beaucoup d'argent dans sa filiale française.

Des contrats parfois peu rentables, une direction souvent désengagée avec des salariés, à cela il faut ajouter le caractère particulier du secteur d'activité de Massot-Disdier. La société est essentiellement un prestataire de services. Elle est soumise aux aléas de paiements que les industriels d'un bâtiment connaissent bien. Il suffit de quelques retards dans le règlement de travaux pour que la situation financière se dégrade rapidement. C'est apparemment ce qui s'est passé pour Mide-Massot-Disdier. Avec une marge bénéficiaire faible et une trésorerie réduite, elle a été obligée de se financer auprès des banques par des découverts au des crédits à court terme. Les frais financiers ont cessé d'augmenter (14 millions en 1973, 25 en 1972 et 4 millions en 1971). La perte d'exploitation enregistrée lors du dernier exercice (au moins 6 millions de francs pour 70 millions de chiffre d'affaires) a été couverte par du crédit à court terme, ce qui a déjà coûté 15 millions de francs financiers.

Les banquiers du crédit ont cherché ces derniers mois un partenaire. Des pourparlers ont été engagés avec la firme allemande Siemens. Celle-ci avait manifesté son désir d'acquiescer 20 % de Mide-Massot-Disdier. Mais elle a finalement refusé. L'assemblée générale extraordinaire du 17 mai par le tribunal de commerce de Paris, et les banquiers de l'affaire cherchent aujourd'hui une issue; élaborent une prise de participation d'un groupe français ? Pour le moment aucune solution n'est parvenue à l'assemblée générale extraordinaire. Quant à la direction britannique, elle brille par son absence. Les syndicats, après avoir déposé le règlement de la plupart des salaires d'avril et de mai, réclament le non-département de l'entreprise et le maintien de l'emploi. Il reste que plus le temps passe — depuis le 27 mai — les chantiers sont arrêtés — plus l'avenir de Mide-Massot-Disdier paraît incertain.

ELECTIONS PROFESSIONNELLES

Force Ouvrière s'implante de nouveau à l'usine Renault à Flins

Force Ouvrière vient de s'implanter de nouveau à l'usine de Flins (Seine-et-Oise) de la région Renault. Elle a obtenu 12,6 % des suffrages exprimés dans le collège ouvrier lors de la dernière élection qui ont eu lieu, le 18 mai, pour la désignation des délégués du personnel, au détriment de la C.F.T.C. et surtout de la C.F.D.T., qui ont repris leurs noms.

RÉSULTATS
1^{er} collège. — Résultats (entre parenthèses ceux de mai 73): ex. crit. 17.839; exprimés, 12.676. Ont obtenu: C.G.T., 6.861 voix, soit 54,19 % (57.467 en 1973); F.O., 4.230 voix, soit 33,27 % (42.511 %); C.F.T.C., 1.585 voix, soit 12,58 % (12.581 en 1973); C.F.D.T., 46 voix, soit 0,36 % (46 voix en 1973). Ont obtenu: C.G.T., 546 voix, soit 4,33 % (5.467 en 1973); F.O., 324 voix, soit 2,56 % (3.244 en 1973); C.F.T.C., 188 voix, soit 1,48 % (1.881 en 1973); C.F.D.T., 176 voix, soit 1,39 % (1.761 en 1973). Ont obtenu: C.G.T., 176 voix, soit 1,39 % (1.761 en 1973); F.O., 176 voix, soit 1,39 % (1.761 en 1973); C.F.T.C., 176 voix, soit 1,39 % (1.761 en 1973); C.F.D.T., 176 voix, soit 1,39 % (1.761 en 1973).

C'est dans cette même usine de Flins que les tensions du printemps 1973 ont été les plus fortes. Les militants de Force Ouvrière ont été les premiers à se présenter aux élections du 18 mai. Ils ont obtenu 12,6 % des suffrages exprimés, ce qui leur a permis de reprendre leur nom.

OFFICIERS MINISTÉRIELS & VENTES PAR ADJUDICATION

2 PROPRIÉTÉS A USAGE INDUSTRIEL
1^{re} lot: 1 bte. av. Des. 17 A. 34 C.A. 3^e lot: 1 bte. av. terr. 13 A. 42 C.A. LIBRES DE LOCATION ET D'OCCUPATION
des toutes les taxes locales « A LA CROIX SAINTEN » A
LEROUVILLE (MEUSE)
M. à p. 1^{er} lot, 50.000 F.; 2^e lot, 50.000 F. (Cession, offre) S'ad. M. R. GARNIER, agenc. 3, rue Pasteur, 55000 CHATELAIN, 55000 CHATELAIN, 55000 CHATELAIN.

MAISON A SARTROUVILLE (78)
34, route de la Frette
avec dépendances, cour et jardin, sur un terrain de 2.021,50 m².
MISE A PRIX: 200.000 F.
Néanmoins, M. PENOT 1950-40-11, sur place pour visiter avec un permis.

PROPRIÉTÉ CLAMART (92)
122, rue des...
1^{er} lot: 1 bte. av. Des. 17 A. 34 C.A. 3^e lot: 1 bte. av. terr. 13 A. 42 C.A. LIBRES DE LOCATION ET D'OCCUPATION
des toutes les taxes locales « A LA CROIX SAINTEN » A
LEROUVILLE (MEUSE)
M. à p. 1^{er} lot, 50.000 F.; 2^e lot, 50.000 F. (Cession, offre) S'ad. M. R. GARNIER, agenc. 3, rue Pasteur, 55000 CHATELAIN, 55000 CHATELAIN, 55000 CHATELAIN.

APPARTEMENT A GAGNY (93)
dans un immeuble à rue, 122, rue des...
1^{er} lot: 1 bte. av. Des. 17 A. 34 C.A. 3^e lot: 1 bte. av. terr. 13 A. 42 C.A. LIBRES DE LOCATION ET D'OCCUPATION
des toutes les taxes locales « A LA CROIX SAINTEN » A
LEROUVILLE (MEUSE)
M. à p. 1^{er} lot, 50.000 F.; 2^e lot, 50.000 F. (Cession, offre) S'ad. M. R. GARNIER, agenc. 3, rue Pasteur, 55000 CHATELAIN, 55000 CHATELAIN, 55000 CHATELAIN.

EN 2 LOTS - SANS MISE A PRIX
1) IMMEUBLE DE RAPPORT, PARIS-20^e
4 bte. (rue) 1^{er} lot: 1 bte. av. Des. 17 A. 34 C.A. 3^e lot: 1 bte. av. terr. 13 A. 42 C.A. LIBRES DE LOCATION ET D'OCCUPATION
des toutes les taxes locales « A LA CROIX SAINTEN » A
LEROUVILLE (MEUSE)
M. à p. 1^{er} lot, 50.000 F.; 2^e lot, 50.000 F. (Cession, offre) S'ad. M. R. GARNIER, agenc. 3, rue Pasteur, 55000 CHATELAIN, 55000 CHATELAIN, 55000 CHATELAIN.

LIBRE LOCATION ET OCCUPATION - MISE A PRIX 66.011 F.
S'ad. S.C.P. d'Arrest. 4, rue...
1^{er} lot: 1 bte. av. Des. 17 A. 34 C.A. 3^e lot: 1 bte. av. terr. 13 A. 42 C.A. LIBRES DE LOCATION ET D'OCCUPATION
des toutes les taxes locales « A LA CROIX SAINTEN » A
LEROUVILLE (MEUSE)
M. à p. 1^{er} lot, 50.000 F.; 2^e lot, 50.000 F. (Cession, offre) S'ad. M. R. GARNIER, agenc. 3, rue Pasteur, 55000 CHATELAIN, 55000 CHATELAIN, 55000 CHATELAIN.

BOULOGNE-BILLANCOURT (92)
1^{er} lot: 1 bte. av. Des. 17 A. 34 C.A. 3^e lot: 1 bte. av. terr. 13 A. 42 C.A. LIBRES DE LOCATION ET D'OCCUPATION
des toutes les taxes locales « A LA CROIX SAINTEN » A
LEROUVILLE (MEUSE)
M. à p. 1^{er} lot, 50.000 F.; 2^e lot, 50.000 F. (Cession, offre) S'ad. M. R. GARNIER, agenc. 3, rue Pasteur, 55000 CHATELAIN, 55000 CHATELAIN, 55000 CHATELAIN.

LOT APPARTEMENT A MONTEURGE (92)
1^{er} lot: 1 bte. av. Des. 17 A. 34 C.A. 3^e lot: 1 bte. av. terr. 13 A. 42 C.A. LIBRES DE LOCATION ET D'OCCUPATION
des toutes les taxes locales « A LA CROIX SAINTEN » A
LEROUVILLE (MEUSE)
M. à p. 1^{er} lot, 50.000 F.; 2^e lot, 50.000 F. (Cession, offre) S'ad. M. R. GARNIER, agenc. 3, rue Pasteur, 55000 CHATELAIN, 55000 CHATELAIN, 55000 CHATELAIN.

PAVILLON
1^{er} lot: 1 bte. av. Des. 17 A. 34 C.A. 3^e lot: 1 bte. av. terr. 13 A. 42 C.A. LIBRES DE LOCATION ET D'OCCUPATION
des toutes les taxes locales « A LA CROIX SAINTEN » A
LEROUVILLE (MEUSE)
M. à p. 1^{er} lot, 50.000 F.; 2^e lot, 50.000 F. (Cession, offre) S'ad. M. R. GARNIER, agenc. 3, rue Pasteur, 55000 CHATELAIN, 55000 CHATELAIN, 55000 CHATELAIN.

UN APPARTEMENT A PARIS (16^e)
25 et 27, rue du Général-Delestraint
1^{er} lot: 1 bte. av. Des. 17 A. 34 C.A. 3^e lot: 1 bte. av. terr. 13 A. 42 C.A. LIBRES DE LOCATION ET D'OCCUPATION
des toutes les taxes locales « A LA CROIX SAINTEN » A
LEROUVILLE (MEUSE)
M. à p. 1^{er} lot, 50.000 F.; 2^e lot, 50.000 F. (Cession, offre) S'ad. M. R. GARNIER, agenc. 3, rue Pasteur, 55000 CHATELAIN, 55000 CHATELAIN, 55000 CHATELAIN.

DEUIL-LA-BARRE (95)
1^{er} lot: 1 bte. av. Des. 17 A. 34 C.A. 3^e lot: 1 bte. av. terr. 13 A. 42 C.A. LIBRES DE LOCATION ET D'OCCUPATION
des toutes les taxes locales « A LA CROIX SAINTEN » A
LEROUVILLE (MEUSE)
M. à p. 1^{er} lot, 50.000 F.; 2^e lot, 50.000 F. (Cession, offre) S'ad. M. R. GARNIER, agenc. 3, rue Pasteur, 55000 CHATELAIN, 55000 CHATELAIN, 55000 CHATELAIN.

LIBRE LOCATION ET OCCUPATION
1^{er} lot: 1 bte. av. Des. 17 A. 34 C.A. 3^e lot: 1 bte. av. terr. 13 A. 42 C.A. LIBRES DE LOCATION ET D'OCCUPATION
des toutes les taxes locales « A LA CROIX SAINTEN » A
LEROUVILLE (MEUSE)
M. à p. 1^{er} lot, 50.000 F.; 2^e lot, 50.000 F. (Cession, offre) S'ad. M. R. GARNIER, agenc. 3, rue Pasteur, 55000 CHATELAIN, 55000 CHATELAIN, 55000 CHATELAIN.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

crédit foncier de France
REMBOURSEMENT DES BONS A CINQ ANS
pour le développement du marché hypothécaire
TRANCHE A - JUIN 1974

Les opérations de remboursement ont débuté le 1^{er} juin 1974. Pour les titres, tous les coupons sont payés. Les opérations de remboursement ont débuté le 1^{er} juin 1974. Pour les titres, tous les coupons sont payés.

SEFIMEG
L'assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est tenue le 20 mai 1974 sous la présidence de M. Philippe Chagnon.

La séance a été présidée par le président de la séance, M. Philippe Chagnon. L'assemblée a approuvé les comptes de l'exercice 1973, les comptes de l'exercice 1974, les comptes de l'exercice 1975, les comptes de l'exercice 1976, les comptes de l'exercice 1977, les comptes de l'exercice 1978, les comptes de l'exercice 1979, les comptes de l'exercice 1980, les comptes de l'exercice 1981, les comptes de l'exercice 1982, les comptes de l'exercice 1983, les comptes de l'exercice 1984, les comptes de l'exercice 1985, les comptes de l'exercice 1986, les comptes de l'exercice 1987, les comptes de l'exercice 1988, les comptes de l'exercice 1989, les comptes de l'exercice 1990, les comptes de l'exercice 1991, les comptes de l'exercice 1992, les comptes de l'exercice 1993, les comptes de l'exercice 1994, les comptes de l'exercice 1995, les comptes de l'exercice 1996, les comptes de l'exercice 1997, les comptes de l'exercice 1998, les comptes de l'exercice 1999, les comptes de l'exercice 2000, les comptes de l'exercice 2001, les comptes de l'exercice 2002, les comptes de l'exercice 2003, les comptes de l'exercice 2004, les comptes de l'exercice 2005, les comptes de l'exercice 2006, les comptes de l'exercice 2007, les comptes de l'exercice 2008, les comptes de l'exercice 2009, les comptes de l'exercice 2010, les comptes de l'exercice 2011, les comptes de l'exercice 2012, les comptes de l'exercice 2013, les comptes de l'exercice 2014, les comptes de l'exercice 2015, les comptes de l'exercice 2016, les comptes de l'exercice 2017, les comptes de l'exercice 2018, les comptes de l'exercice 2019, les comptes de l'exercice 2020, les comptes de l'exercice 2021, les comptes de l'exercice 2022, les comptes de l'exercice 2023, les comptes de l'exercice 2024, les comptes de l'exercice 2025, les comptes de l'exercice 2026, les comptes de l'exercice 2027, les comptes de l'exercice 2028, les comptes de l'exercice 2029, les comptes de l'exercice 2030, les comptes de l'exercice 2031, les comptes de l'exercice 2032, les comptes de l'exercice 2033, les comptes de l'exercice 2034, les comptes de l'exercice 2035, les comptes de l'exercice 2036, les comptes de l'exercice 2037, les comptes de l'exercice 2038, les comptes de l'exercice 2039, les comptes de l'exercice 2040, les comptes de l'exercice 2041, les comptes de l'exercice 2042, les comptes de l'exercice 2043, les comptes de l'exercice 2044, les comptes de l'exercice 2045, les comptes de l'exercice 2046, les comptes de l'exercice 2047, les comptes de l'exercice 2048, les comptes de l'exercice 2049, les comptes de l'exercice 2050, les comptes de l'exercice 2051, les comptes de l'exercice 2052, les comptes de l'exercice 2053, les comptes de l'exercice 2054, les comptes de l'exercice 2055, les comptes de l'exercice 2056, les comptes de l'exercice 2057, les comptes de l'exercice 2058, les comptes de l'exercice 2059, les comptes de l'exercice 2060, les comptes de l'exercice 2061, les comptes de l'exercice 2062, les comptes de l'exercice 2063, les comptes de l'exercice 2064, les comptes de l'exercice 2065, les comptes de l'exercice 2066, les comptes de l'exercice 2067, les comptes de l'exercice 2068, les comptes de l'exercice 2069, les comptes de l'exercice 2070, les comptes de l'exercice 2071, les comptes de l'exercice 2072, les comptes de l'exercice 2073, les comptes de l'exercice 2074, les comptes de l'exercice 2075, les comptes de l'exercice 2076, les comptes de l'exercice 2077, les comptes de l'exercice 2078, les comptes de l'exercice 2079, les comptes de l'exercice 2080, les comptes de l'exercice 2081, les comptes de l'exercice 2082, les comptes de l'exercice 2083, les comptes de l'exercice 2084, les comptes de l'exercice 2085, les comptes de l'exercice 2086, les comptes de l'exercice 2087, les comptes de l'exercice 2088, les comptes de l'exercice 2089, les comptes de l'exercice 2090, les comptes de l'exercice 2091, les comptes de l'exercice 2092, les comptes de l'exercice 2093, les comptes de l'exercice 2094, les comptes de l'exercice 2095, les comptes de l'exercice 2096, les comptes de l'exercice 2097, les comptes de l'exercice 2098, les comptes de l'exercice 2099, les comptes de l'exercice 2100, les comptes de l'exercice 2101, les comptes de l'exercice 2102, les comptes de l'exercice 2103, les comptes de l'exercice 2104, les comptes de l'exercice 2105, les comptes de l'exercice 2106, les comptes de l'exercice 2107, les comptes de l'exercice 2108, les comptes de l'exercice 2109, les comptes de l'exercice 2110, les comptes de l'exercice 2111, les comptes de l'exercice 2112, les comptes de l'exercice 2113, les comptes de l'exercice 2114, les comptes de l'exercice 2115, les comptes de l'exercice 2116, les comptes de l'exercice 2117, les comptes de l'exercice 2118, les comptes de l'exercice 2119, les comptes de l'exercice 2120, les comptes de l'exercice 2121, les comptes de l'exercice 2122, les comptes de l'exercice 2123, les comptes de l'exercice 2124, les comptes de l'exercice 2125, les comptes de l'exercice 2126, les comptes de l'exercice 2127, les comptes de l'exercice 2128, les comptes de l'exercice 2129, les comptes de l'exercice 2130, les comptes de l'exercice 2131, les comptes de l'exercice 2132, les comptes de l'exercice 2133, les comptes de l'exercice 2134, les comptes de l'exercice 2135, les comptes de l'exercice 2136, les comptes de l'exercice 2137, les comptes de l'exercice 2138, les comptes de l'exercice 2139, les comptes de l'exercice 2140, les comptes de l'exercice 2141, les comptes de l'exercice 2142, les comptes de l'exercice 2143, les comptes de l'exercice 2144, les comptes de l'exercice 2145, les comptes de l'exercice 2146, les comptes de l'exercice 2147, les comptes de l'exercice 2148, les comptes de l'exercice 2149, les comptes de l'exercice 2150, les comptes de l'exercice 2151, les comptes de l'exercice 2152, les comptes de l'exercice 2153, les comptes de l'exercice 2154, les comptes de l'exercice 2155, les comptes de l'exercice 2156, les comptes de l'exercice 2157, les comptes de l'exercice 2158, les comptes de l'exercice 2159, les comptes de l'exercice 2160, les comptes de l'exercice 2161, les comptes de l'exercice 2162, les comptes de l'exercice 2163, les comptes de l'exercice 2164, les comptes de l'exercice 2165, les comptes de l'exercice 2166, les comptes de l'exercice 2167, les comptes de l'exercice 2168, les comptes de l'exercice 2169, les comptes de l'exercice 2170, les comptes de l'exercice 2171, les comptes de l'exercice 2172, les comptes de l'exercice 2173, les comptes de l'exercice 2174, les comptes de l'exercice 2175, les comptes de l'exercice 2176, les comptes de l'exercice 2177, les comptes de l'exercice 2178, les comptes de l'exercice 2179, les comptes de l'exercice 2180, les comptes de l'exercice 2181, les comptes de l'exercice 2182, les comptes de l'exercice 2183, les comptes de l'exercice 2184, les comptes de l'exercice 2185, les comptes de l'exercice 2186, les comptes de l'exercice 2187, les comptes de l'exercice 2188, les comptes de l'exercice 2189, les comptes de l'exercice 2190, les comptes de l'exercice 2191, les comptes de l'exercice 2192, les comptes de l'exercice 2193, les comptes de l'exercice 2194, les comptes de l'exercice 2195, les comptes de l'exercice 2196, les comptes de l'exercice 2197, les comptes de l'exercice 2198, les comptes de l'exercice 2199, les comptes de l'exercice 2200, les comptes de l'exercice 2201, les comptes de l'exercice 2202, les comptes de l'exercice 2203, les comptes de l'exercice 2204, les comptes de l'exercice 2205, les comptes de l'exercice 2206, les comptes de l'exercice 2207, les comptes de l'exercice 2208, les comptes de l'exercice 2209, les comptes de l'exercice 2210, les comptes de l'exercice 2211, les comptes de l'exercice 2212, les comptes de l'exercice 2213, les comptes de l'exercice 2214, les comptes de l'exercice 2215, les comptes de l'exercice 2216, les comptes de l'exercice 2217, les comptes de l'exercice 2218, les comptes de l'exercice 2219, les comptes de l'exercice 2220, les comptes de l'exercice 2221, les comptes de l'exercice 2222, les comptes de l'exercice 2223, les comptes de l'exercice 2224, les comptes de l'exercice 2225, les comptes de l'exercice 2226, les comptes de l'exercice 2227, les comptes de l'exercice 2228, les comptes de l'exercice 2229, les comptes de l'exercice 2230, les comptes de l'exercice 2231, les comptes de l'exercice 2232, les comptes de l'exercice 2233, les comptes de l'exercice 2234, les comptes de l'exercice 2235, les comptes de l'exercice 2236, les comptes de l'exercice 2237, les comptes de l'exercice 2238, les comptes de l'exercice 2239, les comptes de l'exercice 2240, les comptes de l'exercice 2241, les comptes de l'exercice 2242, les comptes de l'exercice 2243, les comptes de l'exercice 2244, les comptes de l'exercice 2245, les comptes de l'exercice 2246, les comptes de l'exercice 2247, les comptes de l'exercice 2248, les comptes de l'exercice 2249, les comptes de l'exercice 2250, les comptes de l'exercice 2251, les comptes de l'exercice 2252, les comptes de l'exercice 2253, les comptes de l'exercice 2254, les comptes de l'exercice 2255, les comptes de l'exercice 2256, les comptes de l'exercice 2257, les comptes de l'exercice 2258, les comptes de l'exercice 2259, les comptes de l'exercice 2260, les comptes de l'exercice 2261, les comptes de l'exercice 2262, les comptes de l'exercice 2263, les comptes de l'exercice 2264, les comptes de l'exercice 2265, les comptes de l'exercice 2266, les comptes de l'exercice 2267, les comptes de l'exercice 2268, les comptes de l'exercice 2269, les comptes de l'exercice 2270, les comptes de l'exercice 2271, les comptes de l'exercice 2272, les comptes de l'exercice 2273, les comptes de l'exercice 2274, les comptes de l'exercice 2275, les comptes de l'exercice 2276, les comptes de l'exercice 2277, les comptes de l'exercice 2278, les comptes de l'exercice 2279, les comptes de l'exercice 2280, les comptes de l'exercice 2281, les comptes de l'exercice 2282, les comptes de l'exercice 2283, les comptes de l'exercice 2284, les comptes de l'exercice 2285, les comptes de l'exercice 2286, les comptes de l'exercice 2287, les comptes de l'exercice 2288, les comptes de l'exercice 2289, les comptes de l'exercice 2290, les comptes de l'exercice 2291, les comptes de l'exercice 2292, les comptes de l'exercice 2293, les comptes de l'exercice 2294, les comptes de l'exercice 2295, les comptes de l'exercice 2296, les comptes de l'exercice 2297, les comptes de l'exercice 2298, les comptes de l'exercice 2299, les comptes de l'exercice 2300, les comptes de l'exercice 2301, les comptes de l'exercice 2302, les comptes de l'exercice 2303, les comptes de l'exercice 2304, les comptes de l'exercice 2305, les comptes de l'exercice 2306, les comptes de l'exercice 2307, les comptes de l'exercice 2308, les comptes de l'exercice 2309, les comptes de l'exercice 2310, les comptes de l'exercice 2311, les comptes de l'exercice 2312, les comptes de l'exercice 2313, les comptes de l'exercice 2314, les comptes de l'exercice 2315, les comptes de l'exercice 2316, les comptes de l'exercice 2317, les comptes de l'exercice 2318, les comptes de l'exercice 2319, les comptes de l'exercice 2320, les comptes de l'exercice 2321, les comptes de l'exercice 2322, les comptes de l'exercice 2323, les comptes de l'exercice 2324, les comptes de l'exercice 2325, les comptes de l'exercice 2326, les comptes de l'exercice 2327, les comptes de l'exercice 2328, les comptes de l'exercice 2329, les comptes de l'exercice 2330, les comptes de l'exercice 2331, les comptes de l'exercice 2332, les comptes de l'exercice 2333, les comptes de l'exercice 2334, les comptes de l'exercice 2335, les comptes de l'exercice 2336, les comptes de l'exercice 2337, les comptes de l'exercice 2338, les comptes de l'exercice 2339, les comptes de l'exercice 2340, les comptes de l'exercice 2341, les comptes de l'exercice 2342, les comptes de l'exercice 2343, les comptes de l'exercice 2344, les comptes de l'exercice 2345, les comptes de l'exercice 2346, les comptes de l'exercice 2347, les comptes de l'exercice 2348, les comptes de l'exercice 2349, les comptes de l'exercice 2350, les comptes de l'exercice 2351, les comptes de l'exercice 2352, les comptes de l'exercice 2353, les comptes de l'exercice 2354, les comptes de l'exercice 2355, les comptes de l'exercice 2356, les comptes de l'exercice 2357, les comptes de l'exercice 2358, les comptes de l'exercice 2359, les comptes de l'exercice 2360, les comptes de l'exercice 2361, les comptes de l'exercice 2362, les comptes de l'exercice 2363, les comptes de l'exercice 2364, les comptes de l'exercice 2365, les comptes de l'exercice 2366, les comptes de l'exercice 2367, les comptes de l'exercice 2368, les comptes de l'exercice 2369, les comptes de l'exercice 2370, les comptes de l'exercice 2371, les comptes de l'exercice 2372, les comptes de l'exercice 2373, les comptes de l'exercice 2374, les comptes de l'exercice 2375, les comptes de l'exercice 2376, les comptes de l'exercice 2377, les comptes de l'exercice 2378, les comptes de l'exercice 2379, les comptes de l'exercice 2380, les comptes de l'exercice 2381, les comptes de l'exercice 2382, les comptes de l'exercice 2383, les comptes de l'exercice 2384, les comptes de l'exercice 2385, les comptes de l'exercice 2386, les comptes de l'exercice 2387, les comptes de l'exercice 2388, les comptes de l'exercice 2389, les comptes de l'exercice 2390, les comptes de l'exercice 2391, les comptes de l'exercice 2392, les comptes de l'exercice 2393, les comptes de l'exercice 2394, les comptes de l'exercice 2395, les comptes de l'exercice 2396, les comptes de l'exercice 2397, les comptes de l'exercice 2398, les comptes de l'exercice 2399, les comptes de l'exercice 2400, les comptes de l'exercice 2401, les comptes de l'exercice 2402, les comptes de l'exercice 2403, les comptes de l'exercice 2404, les comptes de l'exercice 2405, les comptes de l'exercice 2406, les comptes de l'exercice 2407, les comptes de l'exercice 2408, les comptes de l'exercice 2409, les comptes de l'exercice 2410, les comptes de l'exercice 2411, les comptes de l'exercice 2412, les comptes de l'exercice 2413, les comptes de l'exercice 2414, les comptes de l'exercice 2415, les comptes de l'exercice 2416, les comptes de l'exercice 2417, les comptes de l'exercice 2418, les comptes de l'exercice 2419, les comptes de l'exercice 2420, les comptes de l'exercice 2421, les comptes de l'exercice 2422, les comptes de l'exercice 2423, les comptes de l'exercice 2424, les comptes de l'exercice 2425, les comptes de l'exercice 2426, les comptes de l'exercice 2427, les comptes de l'exercice 2428, les comptes de l'exercice 2429, les comptes de l'exercice 2430, les comptes de l'exercice 2431, les comptes de l'exercice 2432, les comptes de l'exercice 2433, les comptes de l'exercice 2434, les comptes de l'exercice 2435, les comptes de l'exercice 2436, les comptes de l'exercice 2437, les comptes de l'exercice 2438, les comptes de l'exercice 2439, les comptes de l'exercice 2440, les comptes de l'exercice 2441, les comptes de l'exercice 2442, les comptes de l'exercice 2443, les comptes de l'exercice 2444, les comptes de l'exercice 2445, les comptes de l'exercice 2446, les comptes de l'exercice 2447, les comptes de l'exercice 2448, les comptes de l'exercice 2449, les comptes de l'exercice 2450, les comptes de l'exercice 2451, les comptes de l'exercice 2452, les comptes de l'exercice 2453, les comptes de l'exercice 2454, les comptes de l'exercice 2455, les comptes de l'exercice 2456, les comptes de l'exercice 2457, les comptes de l'exercice 2458, les comptes de l'exercice 2459, les comptes de l'exercice 2460, les comptes de l'exercice 2461, les comptes de l'exercice 2462, les comptes de l'exercice 2463, les comptes de l'exercice 2464, les comptes de l'exercice 2465, les comptes de l'exercice 2466, les comptes de l'exercice 2467, les comptes de l'exercice 2468, les comptes de l'exercice 2469, les comptes de l'exercice 2470, les comptes de l'exercice 2471, les comptes de l'exercice 2472, les comptes de l'exercice 2473, les comptes de l'exercice 2474, les comptes de l'exercice 2475, les comptes de l'exercice 2476, les comptes de l'exercice 2477, les comptes de l'exercice 2478, les comptes de l'exercice 2479, les comptes de l'exercice 2480, les comptes de l'exercice 2481, les comptes de l'exercice 2482, les comptes de l'exercice 2483, les comptes de l'exercice 2484, les comptes de l'exercice 2485, les comptes de l'exercice 2486, les comptes de l'exercice 2487, les comptes de l'exercice 2488, les comptes de l'exercice 2489, les comptes de l'exercice 2490, les comptes de l'exercice 2491, les comptes de l'exercice 2492, les comptes de l'exercice 2493, les comptes de l'exercice 2494, les comptes de l'exercice 2495, les comptes de l'exercice 2496, les comptes de l'exercice 2497, les comptes de l'exercice 2498, les comptes de l'exercice 2499, les comptes de l'exercice 2500, les comptes de l'exercice 2501, les comptes de l'exercice 2502, les comptes de l'exercice 2503, les comptes de l'exercice 2504, les comptes de l'exercice 2505, les comptes de l'exercice 2506, les comptes de l'exercice 2507, les comptes de l'exercice 2508, les comptes de l'exercice 2509, les comptes de l'exercice 2

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

30 MAI

Très forte hausse de l'or

Baisse des valeurs françaises

Le fait saillant de la séance a été la très vive reprise de l'or après sa baisse prononcée des jours précédents. La hausse a été plus rapide à Paris (+ 5 %) qu'à Londres (+ 3,50 %). Le lingot a gagné 135 \$ à 20 320 \$ et la barre de 1 kilo 129 700 \$ à 35 800 \$ ce qui correspond à un prix de 167 dollars l'once contre 161 dollars sur le marché libre.

Les places ont monté encore plus vite, le marché a été remanié au moment d'un gain répété de 10 à 15 \$ pour l'indice 350.80 F et 254 F contre 230,30 F. Les spécialistes attribuent ce revirement spectaculaire à la réévaluation de la demande mondiale en raison de l'augmentation des ventes, ainsi qu'à la diminution du volume des transactions, les ventes de 35 millions de \$ à 30 millions de \$.

La tendance à l'été 1974, qui est indiquée par la plus forte hausse de l'or, est une tendance à la baisse de l'indice 350.80 F et 254 F contre 230,30 F.

Dur le marché des actions, le recul des cours, déjà sensible ces derniers jours, a été encore accentué. Prix de cinquante valeurs au total de 3 à 5 % et plus. Et les pertes ont été plus fortes que les gains. Les valeurs étrangères ont été touchées, les plus affectées étant le secteur bancaire et celui du crédit et la construction électrique.

En d'autres temps, l'inflation faisait monter la Bourse. Aujourd'hui, le rythme accablant de la hausse des prix produit l'effet contraire. Et l'assurance donnée par le nouveau ministère des Finances que les mesures anti-inflationnistes ne consisteront pas à l'augmentation des impôts, n'a pas rassuré les investisseurs.

Plus de cinquante valeurs ont baissé de 3 à 5 % et plus. Et les pertes ont été plus fortes que les gains. Les valeurs étrangères ont été touchées, les plus affectées étant le secteur bancaire et celui du crédit et la construction électrique.

En d'autres temps, l'inflation faisait monter la Bourse. Aujourd'hui, le rythme accablant de la hausse des prix produit l'effet contraire. Et l'assurance donnée par le nouveau ministère des Finances que les mesures anti-inflationnistes ne consisteront pas à l'augmentation des impôts, n'a pas rassuré les investisseurs.

LONDRES

30 MAI

Nouvelle hausse

Baisse des valeurs étrangères

Le cours de l'or a continué de monter, mais à un rythme plus modéré qu'hier. L'indice 350.80 F et 254 F a gagné 10 \$ à 20 320 \$ et la barre de 1 kilo 129 700 \$ à 35 800 \$ ce qui correspond à un prix de 167 dollars l'once contre 161 dollars sur le marché libre.

Les places ont monté encore plus vite, le marché a été remanié au moment d'un gain répété de 10 à 15 \$ pour l'indice 350.80 F et 254 F contre 230,30 F. Les spécialistes attribuent ce revirement spectaculaire à la réévaluation de la demande mondiale en raison de l'augmentation des ventes, ainsi qu'à la diminution du volume des transactions, les ventes de 35 millions de \$ à 30 millions de \$.

La tendance à l'été 1974, qui est indiquée par la plus forte hausse de l'or, est une tendance à la baisse de l'indice 350.80 F et 254 F contre 230,30 F.

Dur le marché des actions, le recul des cours, déjà sensible ces derniers jours, a été encore accentué. Prix de cinquante valeurs au total de 3 à 5 % et plus. Et les pertes ont été plus fortes que les gains. Les valeurs étrangères ont été touchées, les plus affectées étant le secteur bancaire et celui du crédit et la construction électrique.

En d'autres temps, l'inflation faisait monter la Bourse. Aujourd'hui, le rythme accablant de la hausse des prix produit l'effet contraire. Et l'assurance donnée par le nouveau ministère des Finances que les mesures anti-inflationnistes ne consisteront pas à l'augmentation des impôts, n'a pas rassuré les investisseurs.

NEW YORK

30 MAI

Reprise technique

Baisse des valeurs étrangères

Le cours de l'or a continué de monter, mais à un rythme plus modéré qu'hier. L'indice 350.80 F et 254 F a gagné 10 \$ à 20 320 \$ et la barre de 1 kilo 129 700 \$ à 35 800 \$ ce qui correspond à un prix de 167 dollars l'once contre 161 dollars sur le marché libre.

Les places ont monté encore plus vite, le marché a été remanié au moment d'un gain répété de 10 à 15 \$ pour l'indice 350.80 F et 254 F contre 230,30 F. Les spécialistes attribuent ce revirement spectaculaire à la réévaluation de la demande mondiale en raison de l'augmentation des ventes, ainsi qu'à la diminution du volume des transactions, les ventes de 35 millions de \$ à 30 millions de \$.

La tendance à l'été 1974, qui est indiquée par la plus forte hausse de l'or, est une tendance à la baisse de l'indice 350.80 F et 254 F contre 230,30 F.

Dur le marché des actions, le recul des cours, déjà sensible ces derniers jours, a été encore accentué. Prix de cinquante valeurs au total de 3 à 5 % et plus. Et les pertes ont été plus fortes que les gains. Les valeurs étrangères ont été touchées, les plus affectées étant le secteur bancaire et celui du crédit et la construction électrique.

En d'autres temps, l'inflation faisait monter la Bourse. Aujourd'hui, le rythme accablant de la hausse des prix produit l'effet contraire. Et l'assurance donnée par le nouveau ministère des Finances que les mesures anti-inflationnistes ne consisteront pas à l'augmentation des impôts, n'a pas rassuré les investisseurs.

MARCHÉ MONÉTAIRE

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

INDICES QUOTIDIENS

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

VALEURS

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

VALEURS

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

30 MAI

